MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

_____

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO51

Claude CHEYSSON

(13 avril 1920 - 15 octobre 2012)

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Entretien n° 6 du 9 mai 1995

Par

Catherine Oudin, conservateur du Patrimoine
à la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères,
et Elisabeth du Réau, professeur d'université

PARIS

SOURCES DOCUMENTAIRES

https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/

Bibliothèque diplomatique

https://catalogue.bibliotheque-diplomatique.fr/

Annuaire diplomatique et consulaire de la République française : https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t51005689j.r=1948annuaires%20diplomatiques%20annuaires%20diplomatiques?rk=21459;2

Documents diplomatiques français (DDF) : https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t5327018c.r=1945?rk=42918;4

Livre jaune, Inventaire (1799-1947), MAEE, Paris 2008 : https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/MEAE/fr/livres-jaunes

Bases de données documentaires

Les Traités et accords
Les Images rassemblées dans le "fonds iconographique"
Les collections cartographiques

Aujourd'hui, mardi 9 mai 1995, sixième entretien avec M. Claude Cheysson[1], ancien ministre des Relations extérieures, en présence de Mme Catherine Oudin, conservateur du Patrimoine à la direction des Archives et de la documentation, et d'Elisabeth du Réau, professeur à l'université de Paris 7[2].

Il y a la question européenne au sens large du terme et son idée de la construction européenne dont, bien sûr, nous parlerons puisqu'il y a tout de même un certain nombre de questions qui se posent concernant la cohésion, concernant les perspectives d'élargissement et le nombre de sujets, les problèmes budgétaires. Enfin, il y a aussi des questions, y compris les prémices de la relance de l'Europe, auxquelles je crois que vous vous intéressez. Mais je pense, ici d'abord, au fait que lorsque vous arrivez au Quai d'Orsay, au cours de cette année 1981, un certain nombre de problèmes très sérieux se posent. En particulier, je pense à la nouvelle tension dans nos relations, les relations de la France avec l'Est européen, puisqu'après tout, décembre 1981, c'est la normalisation en Pologne. Et vous ne m'en voudrez pas de rappeler peut-être un mot que vous aviez prononcé, je crois, assez vite après la nouvelle qui était, d'après ce qui a été rapporté, je crois, une émission d'Europe 1 : « Naturellement, nous ne ferons rien. Naturellement, on ne prend rien. » Alors, j'aimerais que vous indiquiez d'abord comment vous avez appréhendé ces événements, le Quai d'Orsay a-t-il été averti assez rapidement de l'évolution de la situation, et ensuite comment vous appréciez cette situation et quelles étaient à vos yeux les réactions que la France devait avoir à ce moment.

Claude Cheysson : Oui. Moi, j'aborde toute l'affaire européenne dans le contexte des relations internationales telles qu'elles existent avant la *Perestroïka*[3]. Et, au fond, j'ai été peu mêlé à la construction européenne dans la période ultérieure. À ce moment-là, je sors directement de 8 ans de commissaire à Bruxelles, se plaçant entièrement dans le contexte de la guerre froide. C'est-à-dire que, comme prise de position par rapport à l'Europe ou à nos partenaires dans la construction européenne, je suis particulièrement prêt, disposé aux attitudes qui sont encore liées à la guerre froide. L'élément le plus marquant, si vous voulez, de cette période pour moi, étant donné l'inquiétude que nous pouvons éprouver à un moment, un décrochage américain en

[1] **Claude Cheysson** (né le 13 avril 1920 à Paris et mort le 15 octobre 2012 dans la même ville) est un haut fonctionnaire et personnalité politique française. Il a été ministre des Relations extérieures sous la présidence de François Mitterrand, de mai 1981 à décembre 1984**.** Il a dirigé la diplomatie française durant cette période, occupant ce poste dans le cadre du premier gouvernement de Mitterrand.

[2] **L'université Paris-Diderot** (anciennement **Paris 7**) est une ancienne université pluridisciplinaire située à Paris faisant partie des sept universités de l'académie de Paris. Elle avait été créée en 1971 à la suite de la scission de l'université de Paris. L'université a été membre du PRES Sorbonne Paris Cité. Elle fusionne avec l'université Paris-Descartes et l'Institut de physique du globe de Paris en 2019 pour constituer université Paris-Cité, à qui elle cède pleinement ses droits au 1er janvier 2020. Elle était spécialisée en sciences, en médecine, en sciences humaines et sociales, arts et langues. Y ont enseigné deux prix Nobel et deux ministres de l'Éducation nationale.

[3] **La Perestroïka (1985-1991)** fut une série de réformes économiques et sociales menées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, visant à moderniser le système soviétique via une restructuration ("reconstruction") et une libéralisation partielle, incluant la *Glasnost* (transparence) et une ouverture limitée à l'économie de marché.

face de la masse soviétique, et c'est l'affaire des SS-20[4]. Les Soviétiques ont développé un système d'armement qui n'atteint pas les États-Unis. Quel que soit notre confiance dans l'Atlantique, nous sommes inquiets de penser qu'il pourrait y avoir une agression ou, en tout cas, une menace d'agression soviétique ne touchant pas les intérêts vitaux des États-Unis.

L'évolution se fera jusqu'au discours très remarquable, à mon avis, très important de François Mitterrand[5] qui est en janvier 1983 au Bundestag[6], dans lequel Mitterrand prend des risques vis-à-vis des Allemands, qui trouvent la perspective d'installation de Pershing[7] sur leur sol, autrement dit, qui trouvent la transformation de certaines parts de leurs sols en centres d'agression, d'attaque évidents de la part des Soviétiques, qui trouvent que, là, nous les prenons en otage de manière exagérée. Voilà dans quelle perspective, je me place. Perspective qui est celle de François Mitterrand, qui est la mienne. François Mitterrand a une fidélité par rapport à l'Alliance atlantique[8] tout à fait remarquable. Il n'y a pas dans les premières années des deux

[4] **Le déploiement des missiles SS-20** soviétiques en 1977 a provoqué la crise des euromissiles, exacerbant les tensions Est-Ouest et divisant les membres de l'OTAN, notamment en Allemagne, avant leur élimination par le traité INF de 1987.

[5] **François Mitterrand (26 octobre 1916 - 8 janvier 1996)** : https://www.elysee.fr/francois-mitterrand

[6] **Le Bundestag** (litt. « Diète fédérale ») est l'assemblée parlementaire de la République fédérale d'Allemagne assurant la représentation du peuple allemand dans son ensemble. Établi par la Loi fondamentale de 1949, il siège au palais du Reichstag à Berlin depuis 1999. Ses membres, les députés fédéraux, sont désignés lors des élections fédérales allemandes. Le Bundestag doit notamment élire le chancelier fédéral, sur proposition du président fédéral. Il peut aussi renverser le chef du gouvernement par le biais d'une motion de censure constructive. Il fait également partie de l'Assemblée fédérale, collège électoral chargé d'élire le président. Si le Bundestag est considérée comme une assemblée monocamérale, il partage néanmoins le pouvoir législatif fédéral avec le Bundesrat, représentation législative fédérale des 16 Länder allemands (*Bundesländer*), qui est parfois considéré comme la chambre haute d'un parlement bicaméral supposé.

[7] **La crise des euromissiles** est une période de relations Est-Ouest tendues et de débats au sein des membres européens de l'OTAN qui naît des premiers déploiements de missiles soviétiques SS-20 en 1977 et s'achève par la signature du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire en 1987. Cette crise s'inscrit dans le contexte plus global d'une période de retour à la guerre froide du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 qui met fin à une période de détente Est-Ouest, en Europe notamment. Le déploiement du missile nucléaire de portée intermédiaire SS-20, nettement plus performant que les SS-4 et SS-5 qu'il remplace, provoque une inquiétude en Europe de l'Ouest et sert d'argument pour justifier une modernisation des forces nucléaires intermédiaires (FNI) de l'OTAN. Fin 1979, l'OTAN décide de déployer dans cinq pays européens de nouvelles armes nucléaires tout en proposant aux Soviétiques l'ouverture de négociations sur les FNI. Cette « double décision » traduit l'absence de consensus dans la classe politique des pays concernés sur la nécessité de cette course aux armements et la vigueur des mouvements pacifistes, notamment en Allemagne de l'Ouest et aux Pays-Bas. Les négociations entre Américains et Soviétiques s'ouvrent en 1981 mais s'interrompent fin 1983 lorsque l'OTAN commence le déploiement effectif de ses nouveaux missiles **Pershing II et BGM-109 G** malgré la vague sans précédent de manifestations pacifistes à l'automne de cette année. Le Royaume-Uni et la France réussissent à garder leurs forces nucléaires nationales en dehors du champ des négociations, en dépit de la volonté maintes fois réaffirmée des Soviétiques de les y inclure. Les pourparlers reprennent en mars 1985 et finissent par se débloquer fin 1986 lorsque Gorbatchev renonce à cette demande. Le traité sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires est signé le 8 décembre 1987 par Reagan et Gorbatchev, mettant ainsi fin à la crise des euromissiles.

[8] **L'Organisation du traité de l'Atlantique nord** (*North Atlantic Treaty Organization*) est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord afin de pouvoir remplir leurs obligations de défense et de sécurité collectives. Elle est le plus souvent désignée par son acronyme **OTAN**, mais elle est aussi fréquemment nommée l'**Alliance atlantique** ou l'**Alliance nord-atlantique**, plus rarement l'**Alliance euro-atlantique** ou l'**Alliance transatlantique**, ou parfois, encore plus brièvement, l'**Alliance**. Le texte de ce traité, signé le 4 avril 1949, établit le Conseil de l'Atlantique nord (CAN), et met en place une alliance militaire défensive contre toute attaque armée contre l'un de ses membres en Europe, en Amérique du Nord ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer. Le choc provoqué par le déclenchement de la guerre de Corée conduit le CAN à décider fin 1950 la création d'une organisation militaire intégrée permanente, qui constitue encore actuellement la marque distinctive de l'OTAN et lui assure des capacités militaires qu'aucune autre alliance de défense ne possède. Sous le vocable OTAN, l'usage a prévalu d'englober l'alliance juridiquement conclue par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord, et l'organisation civile et militaire mise en place pour en rendre opérants les

septennats de François Mitterrand de nuance entre sa position et la position prise précédemment par la France dans l'Atlantique. Ni dans le fait que nous n'acceptons pas le commandement américain, donc nous ne sommes pas partie à l'intégrer, ni dans la solidarité totale, totale par rapport aux Américains. D'une autre occasion, je vous ai d'ailleurs dit que le président Mitterrand, intéressé aux relations extérieures dans la mesure où elles touchent la France en elle-même, se croit tenu de marquer à chaque occasion la solidarité totale de la France avec les alliés de la Deuxième Guerre mondiale quand un problème militaire intervient. Beaucoup plus tard, quand il s'agira de la guerre du Golfe, il me rappellera cela et, à diverses reprises, il marque, et je sais qu'il n'aime pas marquer un accord avec le général de Gaulle[9], il marque un accord complet avec ce qu'a fait le général de Gaulle au moment de la crise des fusées à Cuba[10]. C'est dans cette ambiance, si j'ose dire, que se place la relation personnelle qui s'établit entre moi et mon collègue américain. Ceci étant d'autant plus carré, si j'ose dire, que mon collègue américain, à ce moment-là, est Al Haig[11] qui vient de quitter le commandement de l'OTAN. Vous m'interrogez sur cette déclaration au moment du coup à Barcelone ? Il s'était établi entre les quatre responsables des relations extérieures, l'Anglais, l'Allemand, l'Américain et le Français, une relation personnelle qui n'a pas eu d'équivalent par la suite, je crois pouvoir le dire, tout au moins au niveau des quatre. Même si la relation Genscher[12]- Roland Dumas[13] était très étroite, elle n'était pas aussi étroite entre les quatre. À cinq heures du matin, un jour au Quai

---

objectifs. La France toutefois a fait exception en décidant en 1966, tout en restant membre de l'Alliance atlantique, de quitter l'organisation militaire intégrée, dont elle est redevenue membre à part entière en 2009.

[9] **Charles de Gaulle (22 novembre 1890 - 9 novembre 1970)** : https://www.charles-de-gaulle.org/lhomme/biographie

[10] **La crise des missiles de Cuba**, ou simplement **crise de Cuba**, est un affrontement diplomatique et militaire qui oppose les États-Unis et l'Union soviétique du 14 au 27 octobre 1962. Les deux grandes puissances s'engagent dans un bras de fer au sujet des missiles nucléaires soviétiques installés sur l'île de Cuba et pointés en direction du territoire américain. Cette crise conduit les deux superpuissances au bord d'un affrontement militaire direct, alors qu'aucun des deux pays n'a été impliqué directement dans un même conflit depuis le début de la guerre froide. La Crise des détroits turcs avait envenimé les relations entre les deux superpuissances et avait mené à la Doctrine Truman et à l'installation de 15 missiles Jupiter en Turquie, capables d'atteindre Moscou et 30 autres en Italie. Moment paroxystique de la guerre froide, la crise de Cuba souligne les limites de la coexistence pacifique et se solde par le retrait de ses missiles par l'URSS en échange du retrait de certains missiles nucléaires américains de Turquie et d'Italie, ainsi que par la promesse des États-Unis de ne plus jamais envahir Cuba sans provocation directe (après la tentative avortée de 1961). Cet accord entre le gouvernement soviétique et l'administration Kennedy, certes contraignant pour la future politique extérieure des États-Unis, permet au monde d'éviter un conflit militaire entre les deux puissances qui aurait pu mener à un affrontement nucléaire et à une Troisième Guerre mondiale. Un « téléphone rouge », reliant directement la Maison-Blanche au Kremlin, est également mis en place après cette crise afin de pouvoir établir une communication directe entre l'exécutif des deux superpuissances et éviter qu'une nouvelle crise de ce genre ne débouche sur une impasse diplomatique voire un conflit militaire. Plus largement, la résolution de cette crise ouvre la voie à une nouvelle période de la guerre froide, appelée la Détente.

[11] **Alexander Meigs Haig, Jr**., né le 2 décembre 1924 à Bala Cynwyd (Pennsylvanie) et mort le 20 février 2010 à Baltimore (Maryland), est un militaire et homme politique américain. Il participe à la guerre de Corée puis à la guerre du Vietnam, avant de devenir conseiller politique auprès d'Henry Kissinger, chef de cabinet de la Maison-Blanche sous Richard Nixon et Gerald Ford en 1973-1974, puis secrétaire d'État dans l'administration du président Ronald Reagan entre 1981 et 1982. Il a également été, de 1974 à 1979, commandant des forces de l'OTAN en Europe.

[12] **Hans-Dietrich Genscher**, né le 21 mars 1927 à Reideburg et mort le 31 mars 2016 à Wachtberg, est un avocat et homme d'État allemand membre du Parti libéral-démocrate (FDP).

[13] **Roland Dumas**, né le 23 août 1922 à Limoges (Haute-Vienne) et mort le 3 juillet 2024 à Paris, est un avocat et homme politique français. Proche de François Mitterrand, il est notamment ministre des Relations extérieures de 1984 à 1986 et des Affaires étrangères de 1988 à 1993. Il préside ensuite le Conseil constitutionnel de 1995 à 2000.

d'Orsay, j'y habitais, j'ai reçu un coup de téléphone. Je ne sais plus. Était-ce Carington[14] ou Haig ? À ce moment-là, je ne sais plus lequel des deux. Je vois pourquoi je retiens Carington, en tout cas, me disant ce qui vient de se passer et m'interrogeant : *« Qu'est-ce que vous allez faire ? »* Et il est immédiatement convenu que nous allons prendre des contacts bilatéraux. Dans les deux heures qui suivent, les contacts s'établissent deux par deux, entre les quatre. Et la question qui se pose en termes très précis, qui vous expliquera ma déclaration par la suite, est de savoir, si on va faire jouer une disposition secrète de l'alliance à l'OTAN. C'est-à-dire, si on va faire des mouvements de troupes et des manœuvres aéronavales qui ont été prévues pour le cas d'une agression soviétique dans un des pays d'Europe centrale ou orientale, ce qui est prévu à ce moment-là. On ne sait pas quoi, on faisait bouger, je ne sais pas quoi, on faisait des bruits de fusées, on faisait des bombardements, etc. Et quand, pendant ces deux heures, nous arrivons à la conclusion que l'armée rouge ne bouge pas, nous convenons qu'on ne déclenchera pas cette clause secrète qui restera, en suspend, convenue entre les états-majors, convenue d'ailleurs avant notre temps. C'est une affaire ancienne et c'est à ce moment-là que certains d'entre nous, surtout Genscher, mais également Carington, si c'est bien Carington, je ne crois pas trop me tromper, disent : *« Il ne faudrait pas que les Polonais s'imaginent que nous allons immédiatement brandir une menace militaire. »*

Tout ceci étant convenu entre nous, je reçois un coup de fil de l'AFP[15]. C'est l'AFP qui me dit : *« Qu'est-ce que vous faites ? »* Je dis : *« Consultation entre nous, etc. »* Et je dis de manière trop courte : *« Je ne regrette pas du tout de l'avoir dit. »* Et nous sommes convenus que nous ne ferions rien.

À ce moment-là, ce que j'ai en tête, ce sont ces dispositions militaires.

Claude Cheysson : J'aurais pu être un peu plus précis et dire que nous sommes convenus de ne pas faire de démonstration militaire à ce sujet. Nous sommes convenus de ne faire rien. Je

[14] **Peter Alexander Rupert Carington**, 6e baron Carrington, est un homme politique et diplomate britannique né le 6 juin 1919 à Londres et mort le 9 juillet 2018. Conservateur britannique, il est ministre des Affaires étrangères britannique entre 1979 et 1982, et de secrétaire général de l'OTAN de 1984 à 1988. En tant ministre des Affaires étrangères, il supervise l'action des services de renseignement et s'engage à ce titre pour que les moudjahidin afghans reçoivent des missiles surface-air et des mines antichars. Il démissionna du gouvernement Tatcher en raison d'un désaccord sur la guerre des Malouines. De 1983 à 2002, il est président de la Pilgrims Society. Il a également été président du comité directeur du groupe Bilderberg. À sa mort en 2018, il est le dernier survivant du gouvernement Churchill de l'après-guerre.

[15] **L'Agence France-Presse (AFP)** est une agence de presse internationale généraliste et multimédia, fondée en août 1944 à Paris pour prendre la suite d'Havas, la plus vieille agence de presse au monde. Elle a pour mission d'assurer une couverture rapide, complète, impartiale et vérifiée de l'actualité mondiale, dans tous les domaines et sous toutes ses formes : vidéo, photographie, texte, infographie et audio. Elle est chargée de collecter, vérifier, recouper et diffuser l'information, sous une forme neutre, factuelle, destinée à être utilisée directement par tous types de médias (radio, télévision, presse écrite, sites Internet) et également à servir de source et d'alerte pour les grandes entreprises et administrations. Forte d'un réseau de 2 600 collaborateurs dont 1 700 journalistes actifs basés dans 260 villes à travers 150 pays, l'AFP est l'une des plus grandes agences de presse au monde avec Reuters et Associated Press. Elle fournit l'information en six langues : français, anglais, espagnol, portugais, allemand et arabe. En 2022, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 321,9 millions d'euros, porté par la vidéo, l'investigation numérique, l'activité pour les entreprises et les institutions. Avec l'accord de la Commission européenne, l'État français compense la mission d'intérêt général remplie par l'AFP, pour un montant qui représentait au total en 2023 un tiers de son chiffre d'affaires. Dans le même temps, l'indépendance de l'AFP est garantie par la loi, qui lui interdit de « tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information », et qui lui interdit de même de « passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique ».

n'envoie pas la déclaration qui était d'ailleurs convenue avec l'Allemand et l'Anglais. Donc, il n'y avait aucune illusion du côté polonais et, pour qu'il n'y ait pas un risque de provocation qui déclencherait le mouvement dont les états-majors ou les services de renseignement, nous disaient que, pour le moment, il n'était pas prévisible de la part de l'armée rouge. Voilà la raison de cette déclaration. Mais je reconnais que j'aurais dû ajouter le mot militaire.

Mais ça, parce que plus tard, il y aura par exemple des propositions, des sanctions de la vie. Mais ça, voilà ! D'accord, c'est ça. Donc, cela est resté comme ça.

Claude Cheysson : Il n'y aura pas de menaces de notre part, de menaces de rétorsions. C'est ça que j'aurais dû dire. En revanche, je n'aurais absolument pas regretté d'avoir fait cette déclaration, car je ne peux pas exclure que les Polonais se berçant d'illusions, aient pu procéder à une provocation que nous ne souhaitions pas. Quand je dis, nous, c'est les quatre. Alors, François Mitterrand, que j'avais informé de ma conversation avec les trois autres, il savait donc parfaitement que nous ne faisions pas de mouvement militaire, que nous ne faisions pas de bruit d'armes, de fusées, d'avions, je ne sais pas quoi, m'a aussitôt après reproché d'avoir parlé. Et il a eu une phrase extraordinaire, je crois que maintenant je peux le rapporter. Il m'a dit : *« Vous n'auriez pas dû dire cela. Vous auriez dû d'autant moins le dire que c'est vrai.* » Bien sûr, nous ne le ferons pas. Si je vous rappelle cette phrase exacte, « *Vous aurez d'autant moins dû le dire que c'est vrai. »* Voilà ! Bon. Alors, c'est pour dire donc que pour moi, l'Europe, ces années-là, c'est l'Europe dans le contexte de la guerre froide, c'est donc l'Europe de la Communauté[16] avec une perspective d'unification à laquelle la France « committerranne » ne croit pas.

Ah bon, vous dites ça aussi simplement.

Claude Cheysson : Pardon ?

[16] **La Communauté économique européenne (CEE)** est une ancienne organisation supranationale créée en 1957 pour mener une intégration économique (dont le marché commun) entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la Communauté économique européenne dirigeaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (désignées alors Communautés européennes). Quand l'Union européenne est créée le 1er novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de l'Union européenne. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'Union. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la Communauté économique européenne dirigeaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (désignées alors Communautés européennes). Quand l'Union européenne est créée le 1er novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de le l'Union européenne. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'Union. Elle connaît des élargissements pour inclure douze États (soit six de plus). À partir de 1967, les institutions de la Communauté économique européenne dirigeaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (désignées alors Communautés européennes). Quand l'Union européenne est créée le 1er novembre 1993, la CEE devient la Communauté européenne (CE), un des trois piliers de l'Union européenne. Avec la fin de la structure en piliers en 2007, les institutions de la CEE perdurent en tant qu'institutions de l'Union.

Ça me surprend que nous, on ne croit pas.

Claude Cheysson : Non.

Ah bon, ça va être supplémentaire, pardon.

Claude Cheysson : Mais ça a été beaucoup écrit, d'ailleurs. Il a été beaucoup écrit. Autant le général de Gaulle était convaincu qu'un jour il y aurait unification, il ne la voyait pas rapidement. Il était sûr qu'un jour il y aurait unification, autant que François Mitterrand ne croit pas.

Mais quand vous dites que la spécification, vous dites une évolution, une intégration rapide, c'est ça que vous voulez dire ? Qu'est-ce que vous voulez dire ? Est-ce que la spécification de l'éducation...

Claude Cheysson : Il ne pense pas que jamais les Soviétiques puissent lâcher l'Allemagne de l'Europe.

Pardon ! Ah oui, non, parce que vous parlez de la spécification, donc, de l'ensemble de l'Europe.

Claude Cheysson : Non, je parle de l'Allemagne.

Ah, oui, la spécification de l'Allemagne. Ah, oui, je me suis dit davantage, non, je croyais que nous en étions à vous remettre au problème de l'Europe en question.

Claude Cheysson : Non, il n'est pas question de ça du tout.

C'est évident parce que même après la chute dure, je me souviens très bien avoir entendu le discours, il faut assez vite aller franchir les compétences et, à ce moment-là, le pessimiste était au rendez-vous, mais ce n'est pas du tout à envisager. Par cette perspective, elle avait l'air même plutôt de la craindre.

Claude Cheysson : Je n'ai pas utilisé le mot craindre. Certainement, il la craint, mais ce n'est pas là-dessus que je veux insister. Mais il ne croit pas que ça s'inscrive dans l'histoire. Contrairement au général de Gaulle, qui était persuadé qu'un jour ça se ferait. Et, contrairement, je m'excuse dire à moi-même, qui ne voyais absolument pas une unification se faire rapidement,

mais qui était certain qu'elle se ferait un jour. J'avais trop entendu les Allemands, dans la période où j'ai été proche d'eux, qui est la période dont nous avons déjà parlé en ce moment, 1948, 1950, 1951, pour ne pas savoir qu'il y aurait une unification. Là, si vous voulez, j'étais très proche de ce que m'avait appris Adenauer[17]. Il dit comment Adenauer m'avait appris l'Allemagne, et Adenauer savait qu'un jour, les Allemands se retrouveraient ensemble. Il fallait donc auparavant avoir intégré, etc. Je ne vais pas reprendre les propos que je vous ai dits, mais que pour moi, c'était l'évidence, l'évidence qu'Adenauer traduisait par le fait qu'il voulait la capitale à Bonn et pas à Francfort et sans aucune perspective de Berlin, pour que se construise le plus vite possible cette Europe de l'Ouest avant que les Allemands se réunissent de nouveau, se réunissent vite, car ils savaient qu'ils y allaient bien. Moi, je pensais qu'un jour, il y aurait unification. Vous ne voyez pas du tout cela venir rapidement. Et ceci était si bien établi d'ailleurs, qu'avec le plein accord de Bonn, nous avons à ce moment-là, fait quelque chose d'important qui s'est révélé tout à fait secondaire, puisque l'unification est venue rapidement après, qui était de rétablir des rapports culturels avec l'Allemagne de l'Est.

C'est intéressant.

Claude Cheysson : Et même m'ayant donné son complet accord, Genscher est un homme de l'Est, nous sommes arrivés à obtenir de Wilhelm Stoph[18], Ulbricht[19] ou Grotewohl[20], je ne sais plus, qu'on puisse s'établir à Berlin, et pas n'importe où à Berlin, à *Unter den Linden*[21], un centre culturel français, où seraient mis en vente les journaux occidentaux. Nous sommes allés, je suis allé personnellement à Berlin-Est pour inaugurer ce centre culturel. Ça se plaçait donc dans la perspective très lointaine de l'unification mais, dans la certitude, que ceci n'était pas rapide puisqu'on ne pouvait pas traiter politiquement des relations avec les Allemands de l'Est ; on peut tout au moins multiplier les relations humaines, les relations personnelles, les relations

[17] **Konrad Hermann Joseph Adenauer**, né le 5 janvier 1876 à Cologne et mort le 19 avril 1967 à Rhöndorf, est un homme d'État allemand. Maire de Cologne, opposant aux nazis après leur arrivée au pouvoir, membre de l'Union chrétienne-démocrate, il est le premier chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne, de 1949 à 1963. À la tête du gouvernement, il est l'auteur de son redressement et de son ancrage atlantiste et européen. Il est ainsi souvent considéré comme le « fondateur » de l'Allemagne contemporaine. Avec le général de Gaulle, il est l'un des promoteurs de la réconciliation franco-allemande. Il est également considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne. Surnommé Der Alte (« le vieux »), il est le plus vieux dirigeant exécutif dans l'histoire de l'Allemagne, ayant quitté la chancellerie fédérale à 87 ans.

[18] **Wilhelm Stoph**, dit **Willi Stoph**, né le 9 juillet 1914 à Berlin-Schöneberg et mort le 13 avril 1999 à Berlin, est un homme politique est-allemand, membre du SED. Il fait partie des principaux dirigeants de la RDA.

[19] **Walter Ulbricht**, né le 30 juin 1893 à Leipzig et mort le 1er août 1973 à Groß Dölln au nord de Berlin, est un homme d'État allemand. Membre du Parti communiste d'Allemagne (KPD) puis du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), il est l'un des principaux dirigeants de la République démocratique allemande (RDA), exerçant les fonctions de secrétaire général du SED et de président du Conseil d'État.

[20] **Otto Grotewohl**, né le 11 mars 1894 à Brunswick et mort le 21 septembre 1964 à Berlin-Est, est un homme d'État allemand, membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), puis à partir de 1946 du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). Il a été président du Conseil des ministres de la RDA de 1949 à 1964.

[21] **Unter den Linden** (« sous les tilleuls ») est une célèbre avenue de la ville de Berlin en Allemagne. Elle s'étend du pont du Château (de) jusqu'à la Pariser Platz sur laquelle se trouve la porte de Brandebourg. Plantée du côté occidental, sur les trois quarts de sa longueur, de quatre rangées de tilleuls qui ont donné son nom à cette artère, Unter den Linden est bordée de nombreuses institutions, qui en font l'une des avenues les plus importantes de la capitale allemande.

culturelles avec l'Allemagne de l'Est, retrouver la vieille tradition de Prusse[22], France, terminer les protestants, etc… mais ensemble.

Pour moi, l'Europe, c'est l'Europe dont je vous parle, c'était l'Europe de la communauté dont nous avons, je crois, déjà parlé ; qui, après avoir été lancée pour des raisons politiques dont on parlait précédemment, n'avait pas trouvé d'expression significative politique, et on était arrivé à l'Europe marchande. La logique de développement, de valorisation de cette grande dimension économique avait amené à accepter l'Angleterre qui avait tout à fait sa place dans une Europe marchande, une Europe économique, puis qui l'avait amenée à adopter des politiques économiques ensemble, donc à dépasser le libre-échange, ce qui est le premier stade pour passer à l'union douanière[23], puis à l'espace économique commun[24], passer du marché commun[25] au grand marché, l'Acte unique[26], etc., et à inscrire là-dedans des politiques comportant décision

[22] **La Prusse** est à l'origine un territoire d'Europe nord-orientale en partie germanisé sous le contrôle des chevaliers teutoniques, mais situé hors du Saint-Empire romain germanique. La Prusse devient au XVIe siècle une possession d'une branche des Hohenzollern, puis elle sera réunie à l'électorat de Brandebourg (la région berlinoise) au XVIIe siècle. La Prusse constitue de 1701 à 1871 un élément essentiel du royaume de Prusse, incorporé à l'Empire allemand de 1871 (IIe Reich allemand). Dans ce cadre, la Prusse originelle correspond à la province de Prusse-Orientale, notamment après la Première Guerre mondiale, lorsqu'elle se retrouve isolée du reste de l'Allemagne. C'est la possession de la Prusse qui permet aux électeurs de Brandebourg d'obtenir le titre royal au XVIIIe siècle, d'abord comme « rois en Prusse » à Königsberg (c'est-à-dire en dehors de l'Empire), puis comme « rois de Prusse » (y compris à Berlin). Le mot « Prusse » a souvent été associé à l'idée de militarisme ; ainsi, Mirabeau disait que « la Prusse n'est pas un État qui possède une armée, c'est une armée ayant conquis la nation ». Après la perte du territoire historique du royaume de Prusse, partagé entre la Pologne, la Russie et la Lituanie, le terme cessera d'être utilisé en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, sauf dans un contexte historique. La Prusse n'a aujourd'hui plus aucune existence légale ou politique ; elle peut donc être considérée comme un État démantelé, puisque son ancien territoire est partagé entre les gouvernements de différents Länder allemands et pour la majeure partie de l'actuelle Pologne, sans oublier la région de Königsberg, devenue enclave soviétique, puis russe sous le nom de Kaliningrad.

[23] **L'union douanière de l'Union européenne** est constituée des États membres de l'Union européenne et de quatre de ses pays voisins : Andorre, Monaco, Saint-Marin et la Turquie. L'union douanière fut la première mission de la Communauté économique européenne, établie en 1958. Elle n'entra cependant en vigueur que dix ans plus tard, le 1er juillet 1968.

https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/actions-topic/customs_fr

[24] **L'Espace économique commun (EEC)** ou encore **Espace économique unique** (EEU), est une union économique entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie mise en place en janvier 2012. Inspirée de l'Union européenne, elle est destinée à s'élargir aux autres anciennes républiques de l'Union soviétique, et prévoit la suppression des frontières pour le commerce. L'espace n'est pas exclusif et les nations adhérentes pourront aussi être membres de l'Union européenne, possibilité particulièrement destinée à satisfaire les intérêts de l'Ukraine.

[25] **Le marché commun européen** est né dans les années 1950, mais a été précédé de tentatives du même ordre, dès les années 1920, sous la forme d'un appel aux Européens en faveur d'une Union douanière européenne, lancé le 12 mars 1925 par le journaliste Edgar Stern-Rubarth et neuf autres personnalités internationales, parmi lesquelles l'économiste hongrois Elemér Hantos ou l'économiste français Charles Gide, titulaire depuis 1921 de la chaire de coopération au Collège de France. Le marché commun est né avec le traité de Rome de 1957. Il constituait la base de la Communauté économique européenne. Il reposait alors sur l'union douanière permettant la libre circulation des produits dans la CEE. Cependant, le traité CEE ne définit pas la notion de marché commun. Seuls les articles 2 et 3 permettent d'en déterminer le contenu. La mission de la Communauté est alors de « promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans la Communauté ». L'établissement d'un marché commun et le rapprochement des politiques économiques sont alors perçues comme des objectifs qui une fois réalisés permettront à la Communauté d'accomplir sa mission. Afin d'atteindre l'objectif du marché commun, ces articles énoncent plusieurs moyens. L'Union douanière fut achevée le 1er juillet 1968. En 1993, le marché intérieur est réalisé autour des « quatre libertés » : libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux.

[26] **L'Acte unique européen** (souvent abrégé en Acte unique ou en AUE) a été signé les 17 et 28 février 1986, respectivement à Luxembourg et à La Haye, par les 12 États alors membres de la Communauté économique européenne (l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne et le Portugal) et est entré en vigueur le 1er juillet 1987. Il se nomme l'Acte unique européen parce que c'est la première fois que l'on retrouve dans un traité des dispositions communautaires (supranational) et des dispositions intergouvernementales (international). Il est dû en grande partie à Jacques Delors qui a souhaité relancer le processus

à la majorité, pour adopter les actions communes, d'intervention économique par la puissance publique, la puissance publique étant la Communauté : politique agricole commune[27], politique structurelle, appelons-le politique d'aménagement du territoire, qui prend sa pleine dimension quand on admet dans la Communauté des pays ayant un niveau de vie plus bas. Et puis, il faut le plus tôt possible qu'ils puissent supporter la charge de l'union douanière, la charge de l'Espace économique commun, se développer, donc, fonds régionaux, fonds sociaux, etc… Et, enfin, un début de politique intégrée par rapport aux anciens territoires coloniaux de la France et de l'Angleterre, c'est la convention de Lomé[28], qui apparaît bien une politique intégrée, une politique d'intégration qui commence à décider en militarisation.

Tout ça, nous en avons déjà parlé. Mais voilà comment s'est fait le développement qui, n'ayant pas pu se manifester, se marquer sur le plan de la politique pure, ayant échoué dans la constitution d'une unité de défense, la CED[29], et revenu au commercial, plus commercial et partiel économique, et dans la nécessité d'une intégration économique. On est arrivé à reconnaître que des décisions politiques devaient être prises pour adopter des politiques, et quand on a un certain nombre de politiques, finalement, pour avoir des politiques communes. Trop exclusivement exprimé à l'intérieur de la Communauté, alors que dans cette période, nous ne sommes pas capables encore de l'exprimer vis-à-vis de l'extérieur, l'exprimer par des mesures économiques. Oui, c'est vrai que la politique agricole commune comporte une subvention aux exportations, qui est donc une intervention vis-à-vis de l'extérieur. Mais, en revanche, nous ne défendons nulle part en commun dans les organisations internationales, les organisations Bretton Woods[30] face aux États-Unis, face à nos concurrents, n'exprimons nulle part en

d'intégration européenne après la période d'euroscepticisme qui avait suivi les chocs pétroliers des années 1970. L'Acte unique a modifié le traité de Rome de 1957 qui instituait la Communauté économique européenne (CEE), en a approfondi les objectifs et a ouvert la voie à la réalisation du marché unique.

[27] **La politique agricole commune (PAC)** est une politique mise en place à l'échelle de l'Union européenne. À l'origine, elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des prix et de subventionnement, son but est de moderniser et développer l'agriculture. Elle est gérée par la Direction Générale « Agriculture et développement rural » de la Commission européenne. Au niveau français, elle est exécutée principalement via deux offices agricoles sous tutelle du Ministère de l'Agriculture (l'Agence de services et de paiement et France AgriMer). Prévue par le traité de Rome du 25 mars 1957 et entrée en vigueur le 30 juillet 1962, la PAC a, depuis, beaucoup évolué. Elle consiste aujourd'hui en deux piliers : le premier pilier, un soutien du marché, des prix et des revenus agricoles, et le second pilier, le développement rural, nommé ainsi en 1999.

[28] **La Convention de Lomé** était un accord de coopération commerciale signé entre la Communauté économique européenne (CEE) et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). La première convention a été signée le 28 février 1975 à Lomé, au Togo. Elle a été renouvelée à plusieurs reprises : Lomé II en 1979, Lomé III en 1984, Lomé IV en 1990 et Lomé IVbis en 1995. En 2000, elle a été remplacée par l'accord de Cotonou. La convention visait à favoriser une coopération économique contractualisée et égalitaire entre le Nord et le Sud. Elle incluait des mécanismes de stabilisation des recettes d'exportation pour les produits agricoles (STABEX) et miniers (SYSMIN). Elle promouvait également la coopération industrielle et l'investissement privé. Le nombre de pays participants a augmenté au fil des renouvellements, passant de 46 à 70 pays. La convention a eu un impact significatif sur le développement économique de certains pays, notamment dans le secteur du sucre de canne. La Convention de Lomé a été remplacée par l'accord de Cotonou en 2000, marquant une nouvelle étape dans les relations entre l'Union européenne et les pays ACP.

[29] **La Communauté européenne de défense** (CED) était un projet de création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales, placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, qui était lui-même nommé par le président des États-Unis. Dans le contexte de la guerre froide, le projet, qui est esquissé en septembre-octobre 1950, ne devient un traité, signé par 6 États, que le 27 mai 1952. Ratifié par la République fédérale d'Allemagne (RFA ou Allemagne de l'Ouest), la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, le traité instituant la CED est rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264.

[30] **Les accords de Bretton Woods**, issus de la conférence de Bretton Woods qui se tient au Mount Washington Hôtel, à Bretton Woods, dans le New Hampshire aux États-Unis, du 1er au 22 juillet 1944, sont des accords économiques dessinant les grandes lignes du système financier international de l'après-Seconde Guerre mondiale. Les accords établissent un système monétaire

commun le fait qu'on a un serpent monétaire, un début de... Donc, il n'y a pas d'unification, mais de la stabilisation des champs entre nous. Nous ne nous exprimons pas en commun dans la discussion des droits de trafic aérien, des négociations sur les réseaux de transport à travers le monde. En revanche, à l'intérieur, des politiques ont été construites et sont adoptées à la majorité dès ce moment. Juste une petite parenthèse institutionnelle, adoptées à la majorité dans des conditions qui sont ambiguës puisqu'un accord est parfaitement établi entre les pays de la Communauté, que sur une affaire importante, on ne met pas au vote une proposition qui est inacceptable par un des pays de la Communauté. Ça se traduira formellement par ce qu'on a appelé le « compromis de Luxembourg »[31] qui, en réalité, est un faux sens. Il faut s'en rendre car il y a belle lurette que c'est la règle qui a été établie et qui a perduré jusqu'à maintenant.

En 1995, la Grèce se conduit en des conditions scandaleuses. C'est la Macédoine. La Commission a proposé que la Grèce soit condamnée. Le Conseil des ministres n'a jamais voulu aller jusqu'au bout. La Commission a proposé de déposer un recours en cours de justice. Elle a eu un ordre du Conseil des ministres de ne pas le faire. Et, pourtant, ce n'est pas un des plus grands de la Communauté. Et, pourtant, la violation des engagements communautaires est patente.

Patente ? Et normalement, depuis la Tunisie, il y a quand même vraiment la perspective de passer à la majorité qualifiée.

Claude Cheysson : Jamais on ne l'a fait sur un sujet important. Sur les sujets importants, ou bien on ajourne l'examen, ou bien, selon une formule que je crois avoir déjà eue devant vous, par une manière étrange, manière étrange quand on arrive au vote, on fait le tour de table en

international centré sur le dollar américain, convertible en or à taux fixe (35 dollars l'once), avec des monnaies nationales à taux de change fixes mais ajustables, encadrés par le FMI et la Banque mondiale pour favoriser la stabilité économique et la reconstruction post-Seconde Guerre mondiale. Ce système prend fin en 1971 lorsque les États-Unis, confrontés à une accumulation massive de dollars à l'étranger et à une pénurie de leurs réserves d'or, suspendent la convertibilité du dollar en or, marquant le passage à un régime de changes flottants officiellement acté en 1976. La crise du système était liée au dilemme de Triffin : l'excès de dollars en circulation, nécessaire au commerce mondial, a fini par rendre impossible leur couverture en or.

[31] **Le compromis de Luxembourg** conclu le 30 janvier 1966 après la politique de la chaise vide de De Gaulle, a permis de résoudre la crise de la CEE en prévoyant des discussions prolongées lorsqu'un État estimait ses intérêts essentiels menacés, favorisant ensuite de fait l'usage du veto. Cette politique de la chaise vide désigne le blocage de la CEE mené par le gouvernement français sous la présidence de Charles de Gaulle du 30 juin 1965 au 30 janvier 1966. Refusant une extension du rôle du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, chargé de la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC), et de celui du Parlement européen, mais surtout la modification du principe de l'unanimité dans la prise de décision au profit de la règle majoritaire (au premier janvier 1966, le marché commun allait entrer dans sa 3e et dernière étape, et le traité de la CEE prévoit alors une extension du champ de la majorité qualifiée), de Gaulle suspend la participation de la France aux réunions du Conseil des ministres de la CEE, bloquant *de facto* toute prise de décision. Le compromis trouvé à Luxembourg le 29 janvier 1966 met fin à la crise institutionnelle en affirmant la nécessité d'une prise de décision à l'unanimité pour les votes importants.

https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/d1cfaf4d-8b5c-4334-ac1d-0438f4a0d617/a9aaa0cd-4401-45ba-867f-0e4e04cf272?utm_source=qwant&utm_medium=referral&utm_campaign=ai_chat

finissant par celui qui n'en veut pas, et on déclare : l'unanimité, ça ne s'applique pas à celui-là. Un mode de faire que la Communauté, dans les dernières années, a eu tendance à généraliser. C'est allé jusqu'à la décision prise à Maastricht. On irait vers l'union monétaire, mais que l'Angleterre n'était pas liée par les décisions qui permettraient d'y parvenir. Ce qui est vraiment tout à fait étonnant ! Bon, donc, décision majoritaire, c'est le principe qu'on évite d'appliquer, soit en écrivant qu'on ne l'applique pas, sans très bien savoir ce que ça veut dire ; soit en n'allant pas jusqu'au bout de la discussion ; soit en acceptant qu'il y ait un pays qui ne fuit pas. Voilà, comment on est revenu à une Europe déjà plus politique pendant toute cette période.

On a l'impression qu'au début de la période, les relations entre vous et les différents politiques, certes, sont bonnes, mais qu'elles seront peut-être plus intenses pendant le second septennat. Alors, pour la période du premier septennat, comment avez-vous vu cela ? Je pense aussi que, par exemple, la relance européenne, qui sera vraiment très largement voulue par Joseph Bech[32], les présidents des États. Enfin, je pense à tout ce qui s'est passé après 1985-1990, il y a eu véritablement une relance et la préparation de Maastricht, qui se trouve dans la première période, c'est par exemple ce qu'on a appelé le plan Genscher-Colombo[33], c'est plutôt l'Allemagne et l'Italie qui travaillent ensemble pour une relance de la coopération politique. Et, à cette époque-là, on ne voit peut-être pas la France ou un groupe, en particulier. Alors, je voulais savoir parce qu'à l'époque vous étiez... Des appels ont été lancés. Comment vous les avez vus ? Je vous envoie la traduction d'un certain nombre de défenses. Est-ce que je me trompe en disant que cela paraît moins fort, peut-être, cette volonté de posséder un certain nombre de défenses ?

Claude Cheysson : Avant de répondre à votre question, je vais dire quelque chose que j'aurais dû dire après. Il y a un phénomène extraordinaire dans cette dynamique de la construction européenne qui est, en raison de la nécessité vitale, d'avoir un accord profond, intime, intime, entre la France et l'Allemagne, qui est la relation qui s'établit nécessairement entre le président de la Ve République, d'une part, et le chancelier, d'autre part. Parce que l'un et l'autre ont une responsabilité personnelle, leur système constitutionnel qui va au-delà du jeu des procédures démocratiques. Et ce qui est tout à fait étonnant, c'est là que le bon Dieu le salue de s'amuser quelquefois, c'est que cela mène aux couples les plus extraordinaires. Enfin, les deux couples, De Gaulle-Adenauer, d'une part, Mitterrand-Kohl[34], de l'autre. Écoutez, il faut le faire ! Ce sont

[32] **Joseph Bech (1887-1975)** était un homme d'État luxembourgeois et l'un des pères fondateurs de l'Europe ; il présida la conférence de Messine en 1955, qui contribua à préparer le traité de Rome.

https://www.touteleurope.eu/histoire/biographie-joseph-bech-1887-1975/

[33] **Le plan Genscher-Colombo** est une initiative germano-italienne de 1980 visant à approfondir l'union politique européenne, présentée sous la forme d'un projet d'Acte européen et d'une déclaration sur l'intégration économique, sans suite immédiate.

https://www.cvce.eu/obj/projet_d_acte_europeen_presente_par_les_gouvernements_de_la_rfa_et_de_l_italie_6_novembre_1981-fr-5e817e60-b68a-41b4-9d75-6509220a94ee.html

[34] **Helmut Kohl (1930-2017)** fut chancelier allemand de 1982 à 1998 et président de la CDU ; il joua un rôle majeur dans la réunification allemande et la création de l'Union européenne.

https://www.universalis-edu.com/encyclopedie/helmut-kohl/2-un-europeen-convaincu/?utm_source=qwant&utm_medium=referral&utm_campaign=ai_flash

les guignols de l'histoire. Excusez-moi cette expression, mais c'est tout à fait extraordinaire. Enfin, ce général français, cavalier, conservateur et ce grand catholique, c'est vrai que ce sont tous les deux des catholiques rhénans[35] mais, plus étonnant encore, Kohl, le lourdaud, et François Mitterrand, le manœuvrier, etc. Et ils arrivent à cela. Et, là, ils expriment l'histoire. Ils ont le sentiment d'exprimer l'histoire.

La poignée de main à Verdun, vous savez, ce n'est pas un calcul politique, ce n'est pas un acte de procédure. Et le rapprochement entre Adenauer et De Gaulle, c'est quand même tout à fait extraordinaire. Adenauer, qui n'a pas participé à la Première Guerre mondiale, il était déjà trop vieux, qui avait inventé cette future Europe avec deux compères très proches de lui, deux germains : Gasperi[36], je vous ai raconté ça, Robert Schuman[37], qui avait servi respectivement dans l'armée autrichienne et dans l'armée allemande pour la Première Guerre mondiale, chrétien-démocrate jusqu'au bout, dans tous les aspects que ça comporte, non seulement en participation à la messe, mais en jeu chrétien-démocrate, en jeu de sacristie. Cet Adenauer-là se retrouve frère. C'est tout à fait extraordinaire. Cette personnalisation de la nécessité d'une relation entièrement neuve dans l'histoire entre Germains et Gaulois, entre Germains et Francs, c'est vraiment un phénomène extraordinaire. Ça ne s'est pas fait tout de suite. De Gaulle a dénoué non plus, ça ne s'est pas fait tout de suite. Dans le cas Mitterrand, ça a été plus long à faire, peut-être aussi parce que Mitterrand, dans les premières années de son premier septennat, avait d'autres sujets à traiter ; peut-être aussi parce que dans ces années-là, Mitterrand a été plus proche des Américains qu'il ne le sera par la suite. N'oubliez pas que c'est dans ces années-là que se passe le discours au Bundestag, qui est pour les Allemands durs à accepter. La relation entre Genscher et moi, en revanche, est instantanée. Instantanée, et je vous l'ai dit l'autre jour, elle a pris une intimité incroyable, puisque nous avons eu plus d'un contact par jour pendant... Donc, la relation Mitterrand-Kohl, je ne dis pas qu'elle n'est pas nécessaire et qu'elle n'est pas bonne, pas du tout ça, mais elle est moins indispensable qu'elle ne le sera par la suite. Toujours est-il que ça s'est fait et que c'est un élément fondamental. On me dira qu'il y a eu aussi une

[35] **Les Francs rhénans** sont une partie du peuple franc installée sur le cours moyen du Rhin autour de Cologne, dans l'actuelle Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne) au Ve siècle. Auparavant, ils étaient parfois désignés sous le nom de Francs transrhénans. Ces Francs se sont regroupés au cours de la seconde moitié du Ve siècle pour fonder un royaume à Cologne, qui est intégré dans le royaume franc de Clovis. À partir du VIIe siècle, ils sont désignés sous le nom de Francs ripuaires, c'est-à-dire les Francs des rives, en l'occurrence du Rhin.

[36] **Alcide De Gasperi**, aussi orthographié **Degasperi**, né le 3 avril 1881 à Pieve Tesino, dans l'actuelle province autonome de Trente, dans la région du Trentin-Haut-Adige, alors en Autriche-Hongrie et mort le 19 août 1954 à Sella di Valsugana (Italie), est un homme d'État italien. Après la Seconde Guerre mondiale, il fonde la Démocratie chrétienne. Président du Conseil de 1945 à 1953, soit huit mandats, il est considéré comme l'un des Pères de l'Europe, aux côtés de Robert Schuman, Jean Monnet, Johan Willem Beyen, Paul-Henri Spaak et Konrad Adenauer.

[37] **Robert Schuman**, né Jean-Baptiste Nicolas Robert Schuman le 29 juin 1886 à Luxembourg (Luxembourg) et mort le 4 septembre 1963 à Scy-Chazelles (Moselle), est un homme d'État français. Sous-secrétaire d'État pendant la Troisième République puis ministre pendant la Quatrième République, notamment aux Affaires étrangères et président du Conseil des ministres à deux reprises, Schuman a exercé par ailleurs les fonctions de président du Parlement européen. Il est considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne aux côtés de Jean Monnet, Walter Hallstein, Konrad Adenauer, Johan Willem Beyen, Paul-Henri Spaak, Joseph Bech et Alcide De Gasperi. L'Église catholique a entamé le procès canonique en vue de sa béatification. Le 19 juin 2021, il est déclaré vénérable par le pape François.

relation Schmitt-Giscard[38], elle est moins pittoresque. Bien qu'ils n'appartiennent pas aux mêmes partis politiques, elle est moins pittoresque.

Oui.

Claude Cheysson : Et elle n'a pas eu ce côté humain, à peine décent, entre des hommes si peu mondains, si peu… moins mondains qu'Adenauer ou que de Gaulle. Il faut les chercher longtemps. De même, je dirais que ce sont des personnes tellement fortes, tellement solitaires. De Gaulle, Adenauer, Mitterrand sont des solitaires. Ils n'ont jamais été membres d'une équipe. Cette nécessité du rapprochement entre les hommes est une chose tout à fait étonnante et pour moi très remarquable. D'autant plus remarquable qu'ils ne parlent pas de langue commune. Ce n'est pas le cas du Général. Le Général parlait allemand, mais Mitterrand ne parle aucune langue étrangère.

Il ne parle pas l'allemand ! Quand il rencontre le président américain, il va vous mettre à l'aise.

Oui, je voulais vous demander, est-ce qu'en fait, dès le Conseil européen de Fontainebleau[39], je dirais que la complicité Mitterrand-Kohl est bien établie, il me semble que c'est au Conseil de Fontainebleau que le problème de la contribution financière de la Grande-Bretagne résolue et d'après ce que nous avons lu, apparemment, Kohl et Mitterrand s'étaient entendus pour mettre Mme Thatcher[40] devant le fait accompli et, éventuellement, si elle continuait à faire de l'obstruction, à faire en sorte que les...

---

[38] **Valéry Giscard d'Estaing**, communément appelé « Giscard » et également connu sous ses initiales VGE, né le 2 février 1926 à Coblence (Allemagne) et mort le 2 décembre 2020 à Authon (Loir-et-Cher), est un homme d'État français. Il est président de la République française du 27 mai 1974 au 21 mai 1981.

https://www.elysee.fr/valery-giscard-d-estaing

https://www.valery-giscarddestaing.org/valery-giscard-d-estaing/vie-valery-giscard-destaing/

[39] **Le Conseil européen de Fontainebleau**, tenu les 25 et 26 juin 1984, a mis fin à la crise budgétaire en trouvant un compromis sur le financement britannique, résolvant ainsi les questions suspendues depuis la réunion de Bruxelles en mars 1984.

[40] **Margaret Thatcher**, baronne Thatcher, née Margaret Roberts le 13 octobre 1925 à Grantham (Lincolnshire) et morte le 8 avril 2013 à Londres, est une femme d'État britannique, Première ministre du Royaume-Uni du 4 mai 1979 au 28 novembre 1990. Fille d'un épicier et d'une couturière, elle est chimiste au Somerville College (Oxford), puis avocate. Elle fait son entrée au Parlement du Royaume-Uni en 1959 et exerce la fonction de secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences dans le gouvernement Heath, de 1970 à 1974. Elle est la première femme élue pour diriger le Parti conservateur (1975), puis à accéder à la fonction de Première ministre du Royaume-Uni (1979). Arrivée au pouvoir dans un pays en situation d'instabilité, elle en redirige l'économie en mettant en place une série de réformes radicales. Avec trois élections générales remportées de façon consécutive, elle effectue le plus long mandat ininterrompu de Première ministre depuis Robert Jenkinson, 2e comte de Liverpool (1812-1827). Elle quitte finalement la tête du gouvernement du fait d'une fronde ayant éclaté au sein de son camp en raison de son projet de *poll tax* et de son euroscepticisme. Affichant des convictions chrétiennes méthodistes, conservatrices et libérales, elle invoque la souveraineté britannique, la protection de l'intérêt de ses administrés et l'État de droit. Fortement influencée par les idées issues du libéralisme économique, elle conduit d'importantes privatisations, réduit l'influence des syndicats, baisse les impôts directs, maîtrise l'inflation et le déficit public. Cette politique s'accompagne d'une hausse puis d'une baisse du chômage, d'une augmentation significative du produit intérieur brut, d'un accroissement des inégalités économiques et d'une augmentation des impôts indirects. En politique étrangère, elle s'oppose à l'URSS, promeut l'atlantisme, remporte la guerre des Malouines et défend le libre-échange au sein de la Communauté économique européenne. L'ensemble de ses politiques, notamment ses mesures économiques libérales, est connu sous le nom de « thatchérisme ». Margaret Thatcher est l'une des figures politiques britanniques à la fois les plus admirées et les plus détestées. Le surnom de « Dame de fer » — que

Claude Cheysson : Il n'y a pas de doute, il y a eu un rapprochement à l'année 1980, dès l'année 1983. Après le discours du Bundestag, il y a eu un rapprochement, c'est incontestable. Qu'est-ce qui l'a déclenché ? Est-ce le conflit avec Margaret Thatcher ? Je ne sais pas. Mais dès ce moment-là, d'après mon souvenir, le ton de la relation est tout à fait différent de ce qu'il était au premier Conseil européen auquel elle a assisté. C'était, je crois, à Luxembourg en 1981. Je crois que c'est Luxembourg.

Oui, c'est Luxembourg. C'est bien ça.

Claude Cheysson : Où, à ce moment-là, Kohl voit arriver Mitterrand avec...

Oui, il voit le président. Mais enfin ! Qu'est-ce que c'est que ce bonhomme ? En plus, c'est qu'il fait des propositions révolutionnaires.

Claude Cheysson : Qu'est-ce que c'est que ce bonhomme ? Ce bonhomme qui se met à parler du social, ce qui est singulièrement gênant pour Kohl. Gênant, ce n'est pas que le social n'intéresse pas, c'est que le social échappe complètement au gouvernement fédéral et dans le dialogue social, c'est-à-dire avec les syndicats et dans les pouvoirs des Länder[41]. Donc littéralement, nous compliquons beaucoup les choses. Et, puis, c'est le moment où Margaret Thatcher commence à grincer. Les Allemands tiennent beaucoup à avoir une bonne relation avec les Anglais. Ils sont encore pleins de la satisfaction de l'entrée de l'Angleterre que le général de Gaulle avait refusé pendant si longtemps. Je sais que ça se passe quand même huit ans après l'entrée de l'Angleterre, mais quand même. Et puis... Non, les débuts ne donnent pas beaucoup d'occasion d'intimité entre Kohl et Mitterrand.

Mitterrand ne comprend pas bien, par exemple, ces vagues pacifistes allemands, puisqu'il a consisté en une phrase : il y a des fusées à l'Est et des pacifistes à l'Ouest. Et il semble bien que

---

le journal L'Étoile rouge, organe de l'armée soviétique, lui décerne en 1976 dans le but de stigmatiser son anticommunisme — symbolise sa fermeté face aux grévistes de la faim de l'IRA provisoire en 1981 ou aux mineurs grévistes en 1984-1985 et se répandra dans le monde entier. Associée à la « révolution conservatrice » des principaux pays occidentaux, l'influence de son passage au gouvernement du Royaume-Uni est souvent qualifiée de « révolution » sur les plans politique, idéologique et économique. Au-delà des conservateurs, elle a influencé une partie des travaillistes, notamment Tony Blair. Elle figure dans les premières positions des classements des Premiers ministres britanniques et se voit considérée comme la plus renommée des dirigeants politiques britanniques depuis Winston Churchill.

[41] **Un Land d'Allemagne** ou land d'Allemagne est un des États fédérés (Bundesländer) constituant la République fédérale d'Allemagne (Bundesrepublik Deutschland). Le fédéralisme est un principe fondamental de la constitution allemande de 1949, qui dote les lands de pouvoirs étendus dans certains domaines, notamment en matière de police, d'éducation et de culture. Depuis la réunification de 1990, l'Allemagne compte seize lands, chacun ayant une constitution, une assemblée élue (Landtag) et un gouvernement, dont le chef est souvent appelé « ministre-président » (*Ministerpräsident*) du land. On trouve aussi des lands en Autriche, autre république fédérale, au nombre de neuf.

là, quand même, il trouve, enfin je ne sais pas ce qu'il se pose, il ne voit peut-être pas la nature d'importance de ce pacifiste. Ça irrite apparemment.

Claude Cheysson : Ça aggrave beaucoup.

Ça aggrave beaucoup ?

Claude Cheysson : Ça aggrave beaucoup.

Je veux dire que c'était une vague assez forte, n'est-ce pas ?

Claude Cheysson : C'est à ce moment-là une vague assez forte, c'est vrai. C'est vrai !

D'ailleurs, finalement orchestré un peu par l'Est. Enfin ! C'est très, très bien... Tout ce qu'on sait maintenant montre que ce pacifisme est assez...

Claude Cheysson : C'est vrai. Puis, nous introduisons des sujets que, naturellement, les Allemands ne peuvent pas refuser. Mais, bon, on décide qu'on va enfin ouvrir la négociation de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal qui prendra du temps d'ailleurs. Nous décidons que ce sera, ce qui est un gros risque pour nous d'ailleurs, mais c'est une autre affaire. Alors, les Allemands ne peuvent pas refuser, mais ça ne les enchante pas.

Oui, je crois qu'ils sont bien conscients que les Allemands, ça ne les enchante pas.

Claude Cheysson : Et puis, notre engagement en Méditerranée, les Allemands ont, dès ce moment-là, un très grand désir de ne pas entendre parler du Proche et du Moyen-Orient, de la Turquie, surtout. On ne peut pas parler du Proche et du Moyen-Orient. Dès qu'on est Proche et Moyen-Orient, on reparle de la Shoah. *« On ne va pas prendre des risques pour ces Arabes. C'est bien loin. Et puis, là, on risque d'avoir un sujet d'opposition avec les Américains. Pourquoi ? Ça ne vaut pas la peine. »* Comment dire, les premières années de François Mitterrand trouvent des Français actifs dans des domaines que les Allemands ne peuvent pas rejeter, mais sur lesquels l'activité ou l'activisme n'éveille chez eux aucune sympathie. C'est le moins qu'on puisse dire. Mais l'élément le plus important étant l'affaire des Pershing[42] et des SS20, c'est la consolidation de l'opposition Est-Ouest, l'Allemagne en étant le lieu de démonstration. Ce qui, probablement, ajoute des arguments pacifistes, mais ce qui ne paraît pas tellement souhaitable, en particulier, pour les gens d'Allemagne de l'Ouest. Là, Genscher

[42] **La crise des euromissiles (1977-1987)** voir note 7

comprend mieux cela - Genscher vient de l'Est ; les Rhénans, les Souabes[43], etc. moins. En fait, il n'y a pas beaucoup de raisons de vraie sympathie entre eux. Et, puis, les silhouettes, des silhouettes si différentes, vous savez, ça joue. On ne parle pas seulement de l'aspect physique. Mais qu'est-ce qu'ils sont comme sujets d'intérêt commun ? François Mitterrand, de Gaulle, ils ne vont pas parler de littérature.

Ah bon ! Pas du tout ? La culture n'intéresse pas ?

Claude Cheysson : Elle est fondamentale pour Mitterrand. Ces deux septennats-là, c'est un moment dans l'histoire, ce qui marquera le plus.

Alors qu'est-ce qui va contribuer à faire évoluer cette situation ? Est-ce que c'est la conjoncture internationale ? Parce qu'après tout, on parle des choses qui commencent à se modifier un petit peu, je pense. Qu'est-ce que vous pensez de la réactivation de l'Union ? Est-ce que vous en avez le souvenir ? C'est particulièrement la réactivation de l'Union de l'Europe occidentale[44].

Claude Cheysson : Oui, très clair, oui.

Oui, parce que c'est quand même assez intéressant, étant donné que dans ce système de la plage, il y a une place importante.

Claude Cheysson : Ce n'est pas comme ça que ça commence. Ça commence par une déclaration de François Mitterrand, revivant, non pas revivant, revitalisant le traité de l'Elysée[45].

---

[43] **La Souabe** (en allemand, *Schwaben* ; en latin : Suebia ou Suevia) est une région historique dans le sud-ouest de l'Allemagne. Le même mot désigne aussi en français les habitants et le dialecte alémanique de la région, le souabe. Les limites de l'espace culturel changèrent à travers l'histoire ; aujourd'hui, le terme « Souabe » désigne les territoires entre la Forêt-Noire à l'ouest et la rivière Lech à l'est, comprenant la majeure partie de l'ancien Wurtemberg et le district de Souabe au sein de l'État libre de Bavière. Le nom « Haute-Souabe », notamment, fait référence à la zone comprise entre le Jura souabe, le lac de Constance et les Alpes d'Allgäu. La notion actuelle se distingue du Cercle de Souabe du début de l'époque moderne, ainsi que du vaste duché médiéval s'étendant jusqu'aux domaines alsaciens au-delà du Rhin Supérieur, à la Suisse orientale et au Vorarlberg.

[44] **L'Union de l'Europe occidentale (UEO),** en anglais *Western European Union* (WEU) et en allemand, *Westeuropäische Union* (WEU), fut une organisation européenne de défense et de coopération, fondée par le traité de Bruxelles modifié dans le cadre plus général des accords de Paris du 23 octobre 1954. Ses membres étaient des États d'Europe occidentale du bloc de l'Ouest, qui furent aussi membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ainsi que de la Communauté économique européenne puis de l'Union européenne. Initialement, l'UEO fut fondée par six pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) et le Royaume-Uni. L'UEO n'eut dans les faits qu'un rôle limité, tant les Européens de l'ouest donnaient la primauté à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord pour leur défense collective. Toutefois, à partir de 1984 et surtout durant les années 1990, les États membres choisirent l'UEO comme support d'une politique européenne de défense. Mais en 2001, le traité de Nice introduisit avec l'Union européenne une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui reprenait alors la plupart des activités dévolues jusque-là à l'UEO. Cette même PESD fut remplacée en 2007 à la suite du traité de Lisbonne par la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'UEO a été dissoute en juin 2011.

[45] **Le traité d'amitié franco-allemand** (deutsch-französischer Freundschaftsvertrag), dit traité de l'Élysée (Élysée-Vertrag), est un traité bilatéral entre la République fédérale d'Allemagne et la République française signé au palais de l'Élysée le 22

Oui, exact. Tout à fait !

Claude Cheysson : Et on commence donc par convenir qu'il y aura des réunions régulières, non seulement entre les chefs de majeur, mais ministre de la Défense, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense, ministre des Affaires étrangères, etc.

Donc ça commence sur un plan bilatéral.

Et de là, on en vient à une première réflexion sur deux sujets : le futur Eurocorps[46] qui commence par une affaire franco-allemande, et une affaire très intéressante que, malheureusement, on n'a pas poussé assez loin, essayant de bâtir certains éléments communs d'industrie d'armement. Alors, on retombe sur une vieille discussion, une vieille lanterne qu'elle charge, qui avait été entreprise auparavant sans aucun succès. On ne progresse pas ; on décide : des hélicoptères. Ensuite, les techniciens mettront des années pour se mettre d'accord, avec des discussions incroyables, pour savoir si les deux occupants d'un hélicoptère doivent être l'un derrière l'autre, qui est la formule française, ou l'un à côté de l'autre, qui est la formule allemande qui rend la fabrication d'un hélicoptère commun compliquée. Et, sur un sujet qui n'a pratiquement pas été rapporté - on doit retrouver ça quand même dans les Papiers - un des premiers sujets sur lesquels nous convenons… On rappelle Genscher et moi en parlant, qu'il faut absolument qu'on arrive à quelque chose, un satellite car, dès ce moment-là, nous savons que l'observation du champ de bataille, l'obtention de renseignements par satellite, sera un

janvier 1963 par le chancelier allemand, Konrad Adenauer, et le président français, Charles de Gaulle. Il définit le cadre d'une coopération entre l'Allemagne et la France dans divers domaines.

[46] **Le corps européen** ou **Eurocorps** est un corps d'armée multinational situé dans la ville française de Strasbourg. Créé par la France et l'Allemagne en 1992, il est aujourd'hui composé de membres de six nations cadres (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Luxembourg et Pologne) et de cinq nations partenaires (Autriche, Grèce, Italie, Roumanie et Turquie). Les nations cadres mettent l'Eurocorps au service de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN, qui l'a certifié en 2002 comme l'un de ses « High Readiness Land Forces HQ » (HRF HQ). Les précédents de l'Eurocorps remontent à 1989, lorsque le chancelier allemand Helmut Kohl et le président français François Mitterrand ont engagé une coopération militaire en créant le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité et en mettant sur pied une brigade commune, qui est devenue opérationnelle en 1991. Par la suite, en 1992, au sommet de La Rochelle, les deux pays ont signé le rapport qui a conduit à la création de l'Eurocorps. La même année, les premiers officiers allemands et français ont rejoint l'unité. La Belgique a adhéré en 1993, suivie par l'Espagne un an plus tard. En 1995, il a été officiellement déclaré opérationnel et l'année suivante, le Luxembourg l'a rejoint. En 2022, la Pologne est devenue la 6e nation cadre. Il y a également eu, pour des périodes différentes, des militaires du Canada (2003-2007), du Royaume-Uni (1999-2002), des Pays-Bas (1999-2002) et de la Finlande (2002-2005). L'Eurocorps est actuellement régi par le « traité sur l'Eurocorps et le statut de son quartier général », aussi connu sous le nom de « traité de Strasbourg », un accord signé à Bruxelles le 22 novembre 2004 par les ministres de la Défense des cinq pays membres à l'époque : l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg, et ratifié par leurs parlements nationaux. Il est finalement entré en vigueur en 2009. L'objet du traité, comme détaillé dans l'article 1, est de "définir les principes fondamentaux relatifs aux missions, à l'organisation et au fonctionnement de l'Eurocorps". L'article 2 définit l'Eurocorps comme « le corps d'armée multinational composé du quartier général et des unités pour lesquelles les Parties contractantes ont effectué le transfert de commandement au général commandant l'Eurocorps ». Quant aux missions de l'Eurocorps, l'article 3 du traité de Strasbourg précise qu'elles peuvent lui être confiées dans le cadre des Nations unies, de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cela inclut les missions d'évacuation, les missions humanitaires, le maintien de la paix ou la gestion des crises.

élément essentiel. Sur les satellites, comme ça leur arrive quelquefois, les Américains réagissent avec une brutalité totale en disant aux Allemand : *« Jamais, nous ne vous autoriserons pas, ça c'est notre privilège. C'est nous et personne d'autre. Bon, on va empêcher les Français, mais vous... »* Alors, tout ça commence en même temps et, là, on ressort un petit peu l'UEO. J'ai bien dit un petit peu. Ressortir l'UEO, elle vient, je lui donne sa responsabilité de Genscher. Moi, je la reprends aussitôt, et je dis : *« François Mitterrand est très, très réticent. »* Et ce sera un des sujets de plaisanterie par la suite. Périodiquement, dans des réunions comme ça, c'est-à-dire le chancelier, le président, François Mitterrand disait *: « Ah ! Alors, il y a l'idée Genscher-Cheysson, là de l'UEO n'aurait jamais rien fait. »* Mais il n'y croyait pas du tout. Est-ce qu'il y croit maintenant ? Je n'en suis pas absolument sûr. Pourquoi est-ce qu'il ne croyait pas à l'UEO ? Je ne sais pas. Est-ce parce que l'affaire de l'UEO avait été inventée par Mendes[47] ? Je ne sais pas. Mais il n'a jamais cru à l'UEO. Et, encore maintenant, il n'insiste pas beaucoup sur l'UEO.

Sur le franco-allemand, un record qui pourrait être élargi.

Claude Cheysson : Oui. Et alors ça, ça donne des discussions qui se multiplient. C'est un élément très important le rapprochement, en effet, entre les deux.

[47] **Pierre Mendès France**, né le 11 janvier 1907 à Paris, où il est mort le 18 octobre 1982[2], est un homme d'État français, président du Conseil des ministres du 18 juin 1954 au 23 février 1955. Il s'initie à la vie politique dès 1924 dans les mouvements étudiants d'opposition à l'extrême droite. Il rencontre Édouard Herriot, qui l'encourage à adhérer au Parti républicain, radical et radical-socialiste. Aux élections législatives de 1932, il est élu de justesse député de l'Eure. En dépit de ses positions plus à gauche que la majorité du Parti radical, s'opposant parfois aux grandes figures du parti, il en reste membre. Après les évènements du 6 février 1934 et la chute du gouvernement Daladier, il s'oppose fermement à l'alliance des radicaux avec la droite, dont la Fédération républicaine de Louis Marin. En 1936, il participe à la coalition du Front populaire, puis devient en 1938 membre du second gouvernement de Léon Blum. Pendant la Seconde Guerre mondiale, après avoir été incarcéré par le régime de Vichy, il parvient à s'évader et à rejoindre la Résistance et s'engage dans les Forces aériennes françaises libres. Il est ensuite commissaire aux Finances de novembre 1943 à septembre 1944 puis ministre de l'Économie nationale dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle de septembre 1944 à avril 1945. Son plan de rigueur est rejeté par le général, ce qui le conduit à la démission. Après la défaite militaire de Diên Biên Phu, il est proposé à la présidence du Conseil par le président René Coty et obtient l'investiture de l'Assemblée nationale à une écrasante majorité dans l'urgence de la situation ; il cumule cette fonction avec celle de ministre des Affaires étrangères. S'il parvient à conclure la paix en Indochine, à préparer l'indépendance de la Tunisie et à amorcer celle du Maroc, il n'emporte pas l'adhésion sur la question très sensible de l'Algérie française. Il autorise en 1954 les premières mesures de répression en Algérie lors du déclenchement de la guerre d'indépendance. Ami de Shimon Peres, il initie également une coopération militaire étroite avec Israël, approuvant la vente d'armes, de tanks et d'avions au jeune État. Il pose en outre les bases du programme nucléaire militaire français ainsi que des premiers transferts de technologie nucléaire vers Israël. Renversé par l'Assemblée sur la question de l'Algérie française, il quitte la présidence du gouvernement en février 1955. Ministre d'État sans portefeuille du gouvernement Mollet en 1956, il démissionne au bout de quelques mois en raison de son désaccord avec la politique du cabinet menée en Algérie. Il vote contre l'investiture de Charles de Gaulle à la présidence du Conseil en 1958, puis abandonne tous ses mandats locaux à la suite de sa défaite aux élections législatives qui suivent. Après avoir été pressenti pour se présenter à l'élection présidentielle de 1965, il revient au Parlement en 1967, en se faisant élire député PSU de l'Isère. Ayant perdu son siège à l'Assemblée nationale l'année suivante, il forme un « ticket » avec Gaston Defferre, candidat à l'élection présidentielle de 1969, mais celui-ci ne recueille que 5 % des suffrages exprimés.

https://www.mendes-france.fr/

Après cette réactivation, elle va quand même nous amorcer quelque chose, en fait, qui se déploiera plus tard. Mais c'est assez important parce que ça permettra le cadre de discussions, les Européens se retrouvent, finalement. Et ça permet à la France de ne pas entrer dans l'OTAN, en tout cas. Vous vous en souvenez bien parce que ça a été une affaire... C'est donc printemps 1984, n'est-ce pas, ce qu'on appelle la « plateforme de l'OTAN ».

Claude Cheysson : C'est cela.

C'est cela.

Claude Cheysson : Mais je n'arrive pas à retrouver le lien comme ça. Mais il y a un lien avec le discours du Bundestag. Je veux dire, là, on impose aux Allemands d'être une cible.

Et puis ça, oui.

Claude Cheysson : Et ensuite, on dit, mais on va construire des choses en commun.

C'est-à-dire qu'en même temps, la France prend une part quand même très active dans l'organisation stratégique de l'OTAN. Bon, c'est vrai que ça avait déjà commencé avec Giscard d'Estaing, mais toute la modernisation second corps d'armée, notamment la mise sur pied de la phase qui date des années 1982-1983.

Claude Cheysson : Ça, c'est moins tard.

1982-1983.

Claude Cheysson : Ah, déjà ?

En tous les cas, l'idée de la mettre sur pied. Donc, en fait, on a là tout un ensemble de prises, de décisions d'ordre stratégique du côté français qui s'articule dans diverses....

Claude Cheysson : Alors, je voudrais ajouter quelque chose là, mais je m'excuse, je ne présente pas ça de manière tout à fait cohérente pour trouver la cohérence. Pour François Mitterrand, pardon, pour Kohl, il est très intéressant que ce soit les Français qui poussent à un Eurocorps, à l'affaire. Pourquoi ? Parce que la Loi fondamentale interdit toute présence de Forces

allemandes en dehors du territoire allemand, puis, en dehors de la zone couverte par l'Alliance atlantique. Et que ce soit un socialiste qui propose d'aller au-delà de cela, c'est très important alors que la CDU[48] fait l'objet de toutes les attaques du SPD[49] qui tient absolument à maintenir cette clause, voire à la renforcer. Rappelez-vous, le SPD essaye de récupérer les voix de pacifistes en aggravant, si possible, l'interdiction d'intervention militaire sous quelque forme, que ce soit allemande, en dehors du territoire fédéral ou, en tout cas, en dehors du territoire de l'Alliance atlantique. Et si mes choses sont bonnes, c'est même en dehors du territoire fédéral au départ. Et ça sera pour le SPD un grand thème électoral. Donc, pour Kohl, que ce soit un socialiste qui le pousse dans ce sens-là, est un élément important qui, d'ailleurs, amène quelques discussions parfois un peu pointues avec nos camarades sociaux-démocrates.

Non, non !

Claude Cheysson : Mais je ne plaisante pas.

---

[48] **L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU)** est un parti de centre-droit fondé en 1945, membre fondateur du Parti populaire européen, qui forme avec la CSU bavaroise l'Union, une force politique traditionnelle de droite modérée et pro-e **CDU/CSU** est le nom donné à la force politique formée en Allemagne sur le plan fédéral par les deux « partis-frères » de la droite démocrate-chrétienne et conservatrice, l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), présente dans tous les Länder sauf en Bavière, et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), présente en Bavière seulement. En Allemagne, elle est également appelée simplement « l'**Union** » (en allemand *die Union*). La CDU et la CSU sont deux partis distincts, le rapprochement CDU/CSU n'a pas d'existence juridique en tant que telle en dehors du groupe CDU/CSU au Bundestag, qui rassemble les parlementaires membres de deux partis. Depuis 1949, ceux-ci présentent un candidat à la chancellerie commun lors des élections fédérales et agissent de concert lors de la formation des coalitions. Les deux partis ont également une organisation de jeunesse commune, la Junge Union.

[49] **Le Parti social-démocrate d'Allemagne** (en allemand : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, abrégé en **SPD**), fondé en 1875 sous le nom de SAP et rebaptisé SPD en 1891, est un parti politique allemand social-démocrate et le plus vieux parti politique d'Allemagne. C'est le seul des grands partis actuels de la République fédérale d'Allemagne qui existait sous une forme comparable avant la Seconde Guerre mondiale. C'est, avec la CDU, le parti politique allemand ayant le plus d'adhérents avec un total de 500 000. Après la guerre, il a longtemps été le seul parti de gauche de taille notable du pays, jusqu'à la création de *Die Linke*, plus à gauche. La social-démocratie allemande trouve ses origines dans la révolution de Mars 1848, puis se développe durant la période de l'Empire allemand. Elle a dû faire face à une résistance féroce des autres partis qui ont voté entre 1878 et 1890 les lois antisocialistes qui interdisent toutes associations sociales-démocrates. Malgré tout, en 1912 le parti devient le premier parti du pays en termes de suffrages recueillis. Il doit cependant attendre 1918 puis la république de Weimar pour participer aux gouvernements. La montée du Parti communiste et la crise économique mondiale poussent le parti sur la défensive. Malgré son vote contre la loi des pleins pouvoirs, le parti ne peut rien contre l'ascension au pouvoir des nazis. Ceux-ci interdisent le parti et persécutent ses membres, allant jusqu'à en envoyer certains dans les premiers camps de concentration dès 1933. Des militants du SPD participent à la résistance allemande au nazisme. Une fois la guerre terminée, la démocratie revient en Allemagne et le parti retrouve sa position antérieure. La bonne santé économique de l'Allemagne le laisse toutefois dans un premier temps dans l'opposition. Il faut attendre 1966 pour que le parti sorte de l'opposition en gouvernant en tant que partenaire minoritaire de la CDU/CSU. Le parti accède enfin à la chancellerie en 1969 et restera à la tête du gouvernement jusqu'en 1982 porté par les chanceliers Willy Brandt puis Helmut Schmidt. Il passe ensuite 16 ans dans l'opposition, ce qui se traduit par une longue crise interne. Les résultats du parti se sont globalement améliorés à partir de 1950 et jusqu'à son accession à la chancellerie en 1969, avant de chuter continuellement entre 1970 et 1990. La décennie 1990-2000 voit néanmoins une inversion de la tendance, qui culmine avec l'arrivée de Schröder à la chancellerie en 1998. Néanmoins, la décennie 2000-2010 voit le SPD entamer une nouvelle chute avant de se stabiliser autour de 20-25% pendant la décennie 2010-2020. La base électorale du parti, historiquement constituée des ouvriers et des artisans, s'est transformée dans la seconde partie du XX^{e} siècle et repose aujourd'hui avant tout sur les fonctionnaires et les salariés. Au plan régional, le parti est mieux représenté dans l'ouest de l'Allemagne. Il dirige actuellement sept Länder sur seize et participe au gouvernement de cinq autres en tant que partenaire minoritaire. La structure du parti repose sur les assemblées générales annuelles où les décisions importantes sont prises par les délégués, élus indirectement par la base des militants. Des associations internes, les AG, permettent aux membres d'une même tranche d'âge ou d'une même branche professionnelle de se rassembler et d'échanger au sein du parti.

Oui, c'est possible parce que dans les réunions de...

Claude Cheysson : *Oui.*

Et pourquoi cette décision de Mitterrand, justement, d'appuyer tellement pour l'implantation de Pershing ? Parce que comme candidat, il avait d'abord défendu l'idée : ni SS-20, ni Pershing. Pourquoi, d'un seul coup ?

Claude Cheysson : Ah, bah ! Parce que les SS-20, ils étaient là.

Oui. C'est du réalisme, quand même.

Claude Cheysson : Ah oui !

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : C'est tout à fait évident.

Ce n'est pas du tout un défi.

Claude Cheysson : Non, François Mitterrand est très inquiet, mais il n'est pas le premier à avoir l'idée qu'on pourrait arriver à une neutralisation de la partie centrale de l'Europe.

Ça n'avait pas tellement perturbé Giscard d'Estaing. Ça, il ne le sait pas. Est-ce qu'en même temps, ça n'est pas… C'est une question provocante. Quand, est-ce que ce n'est pas un désir de jouer un peu les bons élèves auprès des Américains ? C'est vrai que le premier gouvernement comprend des communistes. C'est vrai qu'il y a une période de... Alors, il n'y a pas...

Claude Cheysson : Bon, il y a peut-être un peu de ça, mais non, il y a plus important, plus fondamental que cela. Les Français sont toujours opposés à la réponse graduée.

Oui.

Claude Cheysson : Et s'opposer à la réponse graduée, ça n'a pas en soi une importance considérable tant que la menace soviétique porte sur les intérêts vitaux américains, ce qui fait qu'ils n'auront pas à passer par la réponse graduée, que leur capacité de dissuasion nucléaire joue dès le départ en face de la menace soviétique, jusqu'aux SS-20. Mais, avec les SS-20, la menace soviétique ne porte plus sur les intérêts vitaux américains et, comme nous refusons la riposte graduée, pour ne pas nous contenter du fait que les Américains seraient engagés dans une action classique qui monterait au niveau nucléaire. Vous voyez bien le raisonnement. Dans une période où, je le répète, le neutralisme inquiète beaucoup, le neutralisme allemand inquiètent beaucoup. François Mitterrand dénonce le pacifisme. Il dit que c'est le neutralisme que nous redoutons, qu'on ne veut pas appeler de ce nom. C'est le neutralisme que nous redoutons.

Il ne faut pas oublier qu'également, en Grande-Bretagne, il connaît le mouvement pacifiste.

Claude Cheysson : Et ça, évidemment, ce sera une raison de rapprochement avec les Allemands qui est très remarquable, d'où la relance du traité de l'Élysée. Mais je ne vous cache pas que quand on s'est mis… je crois que c'est François Mitterrand qui en a parlé le premier, dans l'intérêt de notre petit groupe, et quand il s'est référé au traité de l'Élysée, ça a été une surprise agréable pour nous, parce qu'il n'avait pas à se référer à des précédents signés par Charles de Gaulle. Or, il a appelé ça la relance du traité de l'Élysée. Il en était conduit d'une rencontre personnelle entre les deux, je ne me rappelle pas la date, qui précède toute la suite et qui joue un rôle très important. Oui, comme tout ça, ça le place en dehors de toute perspective, de toute imagination de réunification allemande.

Bien sûr.

Claude Cheysson : Ni Mitterrand, ni Kohl, ni personne ne pense que la réunification pourrait avoir lieu dans un délai imaginable.

Oui.

Claude Cheysson : On est complètement en dehors de cette perspective.

Je suis allé à Berlin, il faut le dire, en 1989, à un colloque sur les origines de la guerre mondiale. Je peux vraiment vous dire qu'avec les Allemands, avec les institutions de 15 ans, personne, vraiment, à ce moment-là, il y avait déjà des mouvements de réfugiés, ne parlait absolument pas en termes même de chute du mur et de possible rééducation.

Claude Cheysson : C'est comme ça que nous avions eu l'accord de Bonn pour l'établissement de relations culturelles entre la France et l'Allemagne de l'Est. Nous étions les seuls.

Ça n'a pas été négligeable, je crois, parce que c'est une relation intellectuelle.

Claude Cheysson : Ça a eu un succès, ce...

Familial.

Claude Cheysson : Tout de suite, ils avaient bien voulu qu'on le fasse. Enfin, nous étions les seuls. Les Anglais et les Américains n'ont jamais eu cette possibilité.

Et justement, lorsque vous...

Claude Cheysson : Mais elle a existé parce que personne ne pouvait imaginer que...

Oui, c'est ça, que ça débouchait, lorsque vous parliez que pour vous, la réunification des deux Allemagnes devait se produire à une échéance X. Vous la voyez sous l'effet de quel facteur ?

Claude Cheysson : L'histoire.

L'URSS. Est-ce que vous imaginez cette délicatesse ?

Claude Cheysson : Non, l'Histoire.

Oui, ça devait arriver, mais...

Claude Cheysson : Ce qui m'étonne d'ailleurs, c'est que Mitterrand n'ait pas eu cette perspective, que le Général avait tout simplement, que vous pouvez me comparez, j'avais aussi parce que nous sommes les trois dont je viens de parler, nous sommes fondamentalement nationalistes. Pour nous, une nation, ça existe. Une nation arrive toujours à rétablir son contour. Qui peut nier qu'il y ait une nation allemande ? Pour nous, c'est aussi fondamental que cela. Il est surprenant que Mitterrand, qui est lui aussi un homme du sol, n'ait pas transposé cela sur l'Allemagne. C'est d'ailleurs un sujet intéressant à voir, je dirais presque quelqu'un psychologue, mais oublions cela. Mais les Allemands, sans jamais l'avoir exprimé comme ça, au fond étaient toujours choqués que pour Mitterrand, les Allemands ce n'est pas la même chose que les

Français. Les Français, oui, c'est un peuple, une nation, c'est pas de doute, c'est qui peut en discuter. Les allemands, est-ce que c'est autre chose qu'une terre conquise ?

Ah, oui, un éclatement de principe.

Claude Cheysson : Beaucoup d'Allemands ont...

Oui, c'est ça. Il n'y avait pas d'unité politique.

Claude Cheysson : Oui. Il y avait une unité nationale, il n'y avait pas d'unité politique. Le François Mitterrand était trop fixé probablement sur l'idée qu'après tout, s'il y avait pu y avoir une diversité politique, c'est probablement que l'unité nationale n'était pas un élément fondamental. Et je pense que ceci explique son manque de finesse, ce qui est rare. Au moment où l'unification s'est dessinée, au moment de la chute du mur de l'Allemagne, etc., et quand il a pensé qu'on pouvait garder l'Allemagne, c'est extraordinaire. Et les Allemands, je veux dire, ils ne m'ont jamais exprimé ça aussi nettement. Mais ils sentaient bien, autant la France que pour les Français. François Mitterrand, c'était une entité de l'histoire. Autant l'Allemagne, c'était un grand combat, une rencontre au contour d'hiver.

J'avais voulu vous poser une question concernant cette fois-ci l'Est de l'Europe, enfin le début de l'ascèse, puisqu'il y a un voyage en juin 1984, qui se passe à un moment où la dissidence s'exprime déjà. Et, donc, j'aurais aimé que nous parlions de ce problème, puisqu'on a un peu reproché peut-être à l'écran de ne pas avoir assez clairement affirmé la question de nécessaire application, disons, de la charte des Sikhs[50]. Il y avait une phrase qui avait été prononcée à ce moment-là, mais j'aimerais savoir ce que vous pensez de ce problème. D'abord, vous-même, vous y étiez, je crois.

Claude Cheysson : Oui, bien sûr. Alors, comment ? C'est pour ça que pendant tout le temps où j'ai été au gouvernement, à la seule exception de la rencontre avec Khadafi[51], j'ai compris ça, je voulais dire le contraire, après toutes les autres.

---

[50] Le sikhisme ne possède pas de charte unique, mais repose sur les enseignements des dix gourous et les trois disciplines de méditation du Divin, de travail honnête et de partage, avec le Sri Guru Granth Sahib comme autorité spirituelle définitive. On appelle généralement **charte des Sikhs** le *Sikh Rehat Maryada*.

[51] **Mouammar Kadhafi** (*Muʿammar al-Qaḏāfy* ou *Abū Minyar Muʿammar ʿAbd al-Salām al-Qaḏhdhafī*), né vers 1942 à Qasr Abou Hadi (Libye italienne) et mort le 20 octobre 2011 dans les environs de Syrte (Libye), est un militaire et homme d'État libyen. Il est le dirigeant de la Libye de 1969 jusqu'à sa chute en 2011. Officier des forces armées libyennes, Kadhafi arrive au pouvoir lors du coup d'État de 1969, qui renverse la monarchie. Il se distingue d'emblée par une politique volontariste visant à concrétiser les objectifs du panarabisme social. En 1977, il réorganise les institutions de la Libye en faisant du pays une *Jamahiriya* (littéralement un « État des masses »). En 1979, il renonce au poste officiel de chef de l'État, mais demeure *de facto* aux commandes de la Libye avec le titre de « guide de la Révolution de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste » (ou plus simplement « guide de la Révolution » ou « frère guide »), exerçant un pouvoir absolu en dehors de tout cadre temporel ou constitutionnel. Sur le plan intérieur, son régime utilise les ressources financières de la Libye pour en

Toutes les autres ?

Claude Cheysson : Oui, toutes sans exception. C'est ça donc. Je m'étais rendu une fois à Moscou avant de...

Avant, oui.

Claude Cheysson : C'est vrai.

Quelles étaient d'abord les informations dont il faudrait que vous disposiez sur la situation de la dissidence ? Il y a quand même quelques gestes qui avaient été faits, je crois, mais enfin, c'est limité. Comment vous le verriez ?

Claude Cheysson : Je n'ai pas de souvenir précis. C'est un problème que je n'ai pas senti, ce n'était pas ma... Je n'ai pas de souvenir précis. Mes rapports avec mon collègue soviétique ont toujours étaient difficiles, peu confiants. Il y a un seul cas où il m'a rendu service, je vais le

développer les infrastructures, l'éducation et le système de santé. Sur la scène internationale, Kadhafi milite pour le panarabisme et le panafricanisme. Il est accusé d'être le responsable de l'attentat de Lockerbie en 1988 et de l'attentat contre le vol 772 UTA en 1989, qui ont coûté la vie à 440 personnes. Sa politique vaut un temps à la Libye d'être isolée sur le plan international. Au début des années 2000, il opère un changement d'attitude diplomatique et parvient à revenir en grâce en se positionnant en allié de l'Occident dans la « guerre contre le terrorisme ». Il abandonne également durant la même période le panarabisme pour se concentrer uniquement sur le panafricanisme. À partir de février 2011, son pouvoir, en place depuis plus de 41 ans, est menacé par une contestation populaire dans le contexte du Printemps arabe, qui se transforme rapidement en insurrection armée, puis en guerre civile. Le régime de Kadhafi affronte également l'OTAN, qui mène une intervention militaire en Libye à partir de mars 2011. En août, Mouammar Kadhafi doit fuir la capitale Tripoli, tombée aux mains de l'Armée de libération nationale lors de l'opération *Aube de la sirène*. Le 20 octobre 2011, il est capturé, torturé et tué dans les environs de Syrte. Les affaires politico-financières qui entourent sa chute sont connues en France comme l'affaire Kadhafi, qui mène à l'incarcération de l'ancien président Nicolas Sarkozy en 2025.

raconter. C'est quand nous avons sorti Arafat[52] de Tripoli, au Liban, quand Gromyko[53] a prévenu les Syriens qu'ils ne devaient pas bouger. Bon ! Mais vraiment, nos rapports avec les Soviétiques étaient extraordinairement formels.

Oui, c'est ça. Mais en même temps, on a l'impression que du côté du gouvernement français, nous tenions la dragée haute aux Soviétiques. Il y a notamment ce problème du voyage de Mitterrand, qui est reporté plusieurs fois, qu'on laisse en suspens pendant plusieurs semaines. On a l'impression qu'on veut montrer que du côté français, on tient un certain nombre de préoccupations.

Claude Cheysson : Et puis, nous sommes encore là dans les débuts de François Mitterrand au pouvoir. Et n'oubliez pas que pendant deux ans au moins, nous avons un souci majeur qui est

[52] **Yasser Arafat**, né le 24 août 1929 au Caire (Égypte) et mort le 11 novembre 2004 à Clamart (France), de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qoudwa al-Husseini et connu aussi sous son surnom (kounya) d'Abou Ammar, est un activiste et homme d'État palestinien. Dirigeant du Fatah puis également de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat est resté pendant plusieurs décennies une figure controversée de l'expression des aspirations nationales des Palestiniens avant d'apparaître pour Israël comme un partenaire de discussions dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien dans les années 1990. Yasser Arafat représente alors les Palestiniens dans les différentes négociations de paix et signe les accords d'Oslo en 1993. Il devient le premier président de la nouvelle Autorité palestinienne et reçoit le prix Nobel de la paix 1994 en compagnie de Shimon Peres et Yitzhak Rabin. À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la seconde intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui reproche à l'Autorité palestinienne sa corruption et sa passivité face à la colonisation israélienne. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien, contraint à ne plus quitter Ramallah (Cisjordanie). Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart, où il meurt à 75 ans. En 2012, la dépouille de Yasser Arafat est exhumée pour étudier l'hypothèse d'une mort par empoisonnement au polonium 210. L'équipe d'experts suisses conclut à l'empoisonnement mais les équipes russes et françaises à une mort de vieillesse à la suite d'une gastro-entérite. En 2015, le parquet de Nanterre décide de classer sans suite l'enquête sur sa mort.

[53] **Andreï Andreïevitch Gromyko**, né le 5 juillet 1909 (18 juillet dans le calendrier grégorien) à Starye Gromyki, près de Gomel (Empire russe, aujourd'hui en Biélorussie) dans une famille de paysans biélorusses, et mort le 2 juillet 1989 à Moscou. Il est un homme politique et diplomate soviétique. Il étudie à l'Institut technique agricole de Borisov près de Minsk de 1926 à 1932, puis étudie l'économie à Moscou entre 1936 et 1939. Il rejoint le parti communiste en 1931. Il profite des places laissées vacantes par les Grandes Purges et entre en 1939 au commissariat du peuple aux Affaires étrangères comme chef du département Amérique. Ensuite, il commence à gravir les échelons. Il devient chargé d'affaires à l'ambassade d'Union soviétique aux États-Unis de 1939 à 1943, puis ambassadeur dans ce même pays de 1943 à 1946. Ayant participé à la plupart des conférences internationales (Dumbarton Oaks, Yalta, Potsdam, Helsinki, etc.) de 1944 à 1975, il se révèle un très habile négociateur et démontre son talent pour défendre la politique étrangère de son pays. En 1946, il devient ambassadeur de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU, conseil qu'il commence à boycotter dès le début en raison des désaccords sur la présence soviétique en Iran, une erreur diplomatique qui met l'URSS sur le banc de touche lors des votes concernant la Guerre de Corée. Il fut l'une des principales voix en faveur de baser le siège des Nations unies aux États-Unis et non à Genève en Suisse. En 1952-1953, il est brièvement ambassadeur à Londres. Il devient membre du Comité central du PCUS en 1956 et entre au Politburo en 1973. Il est ministre des Affaires étrangères sans discontinuité pendant 28 ans de 1957 à 1985. Sa carrière culmine en 1975 au moment des accords d'Helsinki signés dans le cadre de la CSCE lorsque l'Union soviétique obtient la reconnaissance de la plupart de ses conquêtes en Europe de l'Est depuis la Seconde guerre mondiale. Il ne semble pas toutefois qu'il ait obtenu la reconnaissance de l'annexion en 1940 des trois pays baltes. En 1983, il est premier vice-président du gouvernement. Entre 1979 et 1983, pendant la crise des euromissiles, il défend la position soviétique avec une particulière intransigeance, contribuant à sa chute, parce que Mikhaïl Gorbatchev, devenu secrétaire général du Parti en 1985, aspire à mettre fin à la confrontation avec l'Occident. Son départ doit permettre aussi d'accélérer la normalisation amorcée en mai 1982, des relations de l'URSS et de la Chine. Gromyko est alors désigné président du præsidium du Soviet suprême, poste largement honorifique. Il doit accepter sans réagir l'inversion totale de la politique étrangère de l'Union soviétique par le démantèlement simultané des SS-20 et des Pershing à partir de 1987 avant de démissionner de ce poste. Il est exclu du Politburo en 1988, parce qu'il représente la faction conservatrice du parti communiste.

que les Américains… Je ne considère pas que la prise des communistes au gouvernement français nous prive de toute liberté d'action. Et ça, je ne suis pas sûr que nous les ayons convaincus rapidement. Pour très longtemps, ils ont beaucoup soupçonné. Nous en avons remis, si je peux dire.

Oui, c'est un peu l'impression qu'on n'a pas trouvé. Et même après l'affaire Farewell[54], ils ne vous ont pas accordé plus de crédit.

Claude Cheysson : Oui, c'est très curieux ça, d'ailleurs, très curieux. Mais, moi, je me rappelle toujours la première rencontre avec les Américains, qui vous a été racontée, c'était Bush[55]. L'élection a lieu le dimanche 10 mai, je crois, quelque chose comme ça. Et les Américains décident d'envoyer tout de suite le vice-président. Ils discutent avec je ne sais pas qui, et ils choisissent comme jour pour la venue de Bush à Paris, le jour du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement, le mercredi. Je me rappelle que du coup, on a fait entrer Bush par la Grille du Coq[56], pour qu'il n'y ait pas de risque de croiser…

Les ministres qui sortaient par la cour de l'Élysée.

Claude Cheysson : Et là, Mitterrand a fait une démonstration. Vous avez certainement entendu l'histoire, elle a été racontée. Donc, Bush s'est assis dans le bureau de Mitterrand. Moi, j'étais là

[54] **L'affaire Farewell** est une affaire d'espionnage durant laquelle Vladimir Vetrov, un agent du KGB, transmet durant les années 1980 des milliers de documents internes secrets du KGB à la direction de la Surveillance du territoire (DST) française. Il s'agit de l'une des plus grandes affaires d'espionnage de la guerre froide et du XXe siècle.

[55] **George Herbert Walker Bush**, généralement appelé George H. W. Bush ou simplement George Bush, voire George Bush père, né le 12 juin 1924 à Milton (Massachusetts) et mort le 30 novembre 2018 à Houston (Texas), est un homme d'État américain. Membre du Parti républicain, il est le 43e vice-président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 1981 au 20 janvier 1989, puis le 41e président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 1989 au 20 janvier 1993. Élu à la Chambre des représentants des États-Unis pour le Texas en 1966, il est nommé ambassadeur américain aux Nations unies en 1971 par le président Richard Nixon. Il est par la suite chef de liaison en Chine populaire, puis est promu directeur de la CIA en 1976. Il se présente aux primaires présidentielles du Parti républicain américain de 1980, où il est battu par Ronald Reagan. Mais celui-ci le choisit comme colistier aux élections présidentielles de 1980 et 1984, ce qui permet à George Bush d'être vice-président des États-Unis de 1981 à 1989. Après avoir défait le démocrate Michael Dukakis à l'élection présidentielle de 1988, il succède à Reagan à la présidence. Concomitant de la fin de la guerre froide, son mandat est marqué par sa politique étrangère interventionniste, principalement avec la guerre du Golfe et l'invasion du Panama, mais aussi par la négociation de l'ALENA et son soutien pour la réunification allemande. En politique intérieure, il s'est dédit sur une promesse électorale de ne pas augmenter les impôts et fait face à la récession du début des années 1990. En outre, il parvient à promulguer trois lois bipartites, l'Americans with Disabilities Act, les amendements au Clean Air Act de 1990, et l'Immigration Act of 1990. Candidat à sa réélection lors de l'élection présidentielle de 1992, il est battu par Bill Clinton. Après avoir quitté la présidence en 1993, il s'engage dans des activités humanitaires. Patriarche de la famille Bush, il voit son fils George W. Bush devenir à son tour président des États-Unis, de 2001 à 2009. Son autre fils Jeb Bush se présente sans succès aux primaires présidentielles républicaines de 2016.

[56] **La fontaine de la Grille du Coq** est située dans la partie nord des jardins des Champs-Élysées, faisant partie du Carré des Ambassadeurs, proche de la place de la Concorde dans le 8e arrondissement de Paris. Elle fut installée en face de la Grille du Coq du palais de l'Élysée d'où elle porte le nom. Peu de temps après avoir terminé les fontaines de la Concorde Jacques Hittorff construit quatre fontaines supplémentaires dans les squares des jardins des Champs-Élysées. La fontaine de la Grille du Coq en fait partie, elle fut construite en 1840. Des proportions et des formes de la fontaine reflètent parfaitement les œuvres réalisées durant la Restauration et la monarchie de Juillet.

aussi. Le Mitterrand commence très heureux, il est à gauche : *« Alors vous êtes inquiets parce que nous avons des communistes. Je crois que vous n'avez pas compris ce que sont les communistes. Monsieur le vice-président, quels sont les pays où il y a beaucoup de communistes ? Enfin, il n'y a pas que ceux qui sont dominés par l'Union soviétique : France, l'Italie. Vous voyez le point commun entre ces pays, c'est l'Église catholique. Nos peuples sont habitués à recevoir les ordres d'une église. Est-ce que l'église se mêle du temporel ? Pas de protestants ? Alors, pensez du Vatican à Moscou, parce que ça fait une grande différence. »* Bush m'a ressorti l'affaire au moins cinq fois par la suite. Bon, tout à fait par hasard, François Mitterrand m'avait envoyé le représenter à l'intronisation du président mexicain, il y a trois mois, et je suis tombé sur Bush, il ne s'est pas passé cinq minutes, le Bush me dit : « V*ous vous rappelez ce que disait François Mitterrand sur le Vatican et Moscou ?* Ce n'est pas seulement habile, c'est qu'il pense que la communauté catholique, et il est profondément de la communauté catholique, a été formée en plusieurs générations à recevoir d'une transcendance, église ou idéologie, à recevoir d'une transcendance des…

Non, mais ça, je ne vais pas reprendre ce que je vous ai expliqué la dernière fois. C'est que j'ai été étonné que François Mitterrand ne confirme pas cette disposition quand il m'avait autorisé à m'appeler « militaire d'action extérieure », ça avait comporté des conséquences. Et une des conséquences, était qu'il devait y avoir une coordination constante sur les problèmes de relations extérieures entre le ministre des Finances, concernant le commerce extérieur, la finance extérieure ; le ministre de la Défense, concernant armements et actions à l'extérieur, et le ministre des Relations extérieures, plus ou moins à mon initiative. Pourquoi à mon initiative ? Parce que le ministre des Relations extérieures en France, le ministre des Affaires étrangères, est un délégué du Président, celui de pouvoir apparaître. Donc, en tant que délégué du Président, il a, d'une certaine manière, une possibilité de coordination du travail de certains de ses collègues. Ça, c'était une affaire très importante et répétée un grand nombre de fois. Très étonné que François Mitterrand ait laissé tomber cela par la suite. Peut-être par le fait que mon successeur avait surtout des relations très personnelles avec François Mitterrand, comme avait eu Charles Hernu[57], il était donc difficile d'établir une hiérarchie. Mais je le regrette énormément, car ça me paraît être un problème pour tous les pays. Les affaires étrangères en elles-mêmes, je comprends mon raisonnement, ce n'est qu'un aspect des relations extérieures. Et il ne faut pas que les autres aspects des relations extérieures soient menés par deux ministres très importants et le ministre de la Défense, sans une coordination constante. Donc, mes rapports avec Charles étaient parfaits. En plus, il se trouve qu'on s'est très bien entendu. Je n'ai pas de souvenir d'une période de tension entre… (inaudible) Puis, de la politique, pas en passant ! Mais avec Charles Hernu, je suis là. Et ne notez pas ce que je vais vous dire, parce que c'est trop prétentieux. Mais, à ce moment-là, j'ai rencontré Charles par hasard. Mais c'est dommage, il était là. Il n'y aurait pas eu BNP, évidemment, je n'en aurais pas parlé, ce n'est pas un coup sans m'en parler, simplement parce qu'on avait cette relation-là. Nos rencontres étaient des rencontres en tête-à-tête, ce n'était pas du tout des rencontres avec Charles, etc. Il m'aurait parlé. Mais croyez-moi, c'était un problème véritable sur la coordination entre les... On l'a vu avec le

[57] **Eugène Charles Hernu**, né le 3 juillet 1923 à Quimper et mort le 17 janvier 1990 à Bron, est un homme politique français. Député-maire PS de Villeurbanne, il devient ministre de la Défense sous la présidence de François Mitterrand jusqu'à sa démission en 1985 à la suite de l'affaire du Rainbow Warrior.

malheureux Juppé[58]. Sans coordination entre Juppé et les retards, elle était, pour l'un et pour l'autre, une grosse difficulté.

C'est une grosse difficulté.

Claude Cheysson : Bon, marquée chez Pleven[59]. Dumas[60] n'a pas son caractère. Il n'a jamais coordonné avec l'histoire. Action en Iran, après ça... Je veux porter le blâme à personne. Si le président n'impose pas cette coordination, je crois qu'on va nécessairement à de grosses difficultés. C'est au président de l'imposer. Il ne peut pas être fait par un ministre ou un autre. C'est le président qui en décide. Je ne parlerai pas des nuances, en quoi il est fait.

Nous avons déjà des problèmes de tiers-monde. Je me posais une question spécifique qui recouvre la politique africaine. Lorsque vous arrivez, c'est de distribuer l'aide aux pays qui aurait fait preuve d'un certain effort dans la voie de la démocratisation. Non, pas en 1981.

Claude Cheysson : Pas question de ça ! Ça viendra beaucoup plus tard. Mais, incontestablement, quand nous arrivons en 1981, nous avons l'idée, nous ne l'exprimons pas comme ça, mais nous avons donc l'idée d'essayer de mener une véritable politique de développement, de permettre à ces pays de mener une véritable politique de développement, comporterait en effet démocratisation, comporterait beaucoup d'autres choses, en particulier notre aide, ce que tu disais, de vrais partages de développement, pas simplement au soutien des

[58] **Alain Juppé**, né le 15 août 1945 à Mont-de-Marsan (Landes), est un homme d'État français, notamment Premier ministre du 17 mai 1995 au 2 juin 1997 et maire de Bordeaux (successeur de Jacques Chaban-Delmas) entre 1995 et 2019. Après son passage à l'École normale supérieure comme étudiant en lettres classiques, il est admis à l'École nationale d'administration (ENA), dont il sort en rejoignant l'Inspection générale des finances. Collaborateur de Jacques Chirac à partir de 1976, il en est adjoint à la mairie de Paris pendant douze ans. Il se présente ensuite à Bordeaux, dont il est maire à partir de 1995. Député européen et député de Paris entre 1984 et 1993, il est ministre délégué au Budget de 1986 à 1988 et ministre des Affaires étrangères de 1993 à 1995. Il est nommé Premier ministre par Jacques Chirac, tout juste élu président, en 1995. Son passage à Matignon est marqué par des grèves d'ampleur contre son plan sur les retraites et la Sécurité sociale, auquel il doit en partie renoncer. Devenu très impopulaire, il quitte la tête du gouvernement après la défaite de la droite aux élections législatives de 1997. En parallèle, il préside le Rassemblement pour la République (RPR) et l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Alain Juppé est contraint de quitter la vie politique en 2004, la cour d'appel de Versailles l'ayant condamné à 14 mois de prison avec sursis et à un an d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts dans le cadre de l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris. Parti enseigner au Québec, il fait son retour en politique deux ans plus tard en retrouvant son mandat de maire de Bordeaux. En 2007, Nicolas Sarkozy le nomme ministre d'État, ministre de l'Écologie dans le premier gouvernement de François Fillon, mais il démissionne de ses fonctions un mois plus tard après son échec aux élections législatives. Il revient au gouvernement comme ministre d'État, ministre de la Défense de 2010 à 2011, puis ministre d'État, ministre des Affaires étrangères de 2011 à 2012. Longtemps donné favori en vue de l'élection présidentielle de 2017, il perd la primaire présidentielle de la droite et du centre de 2016 face à François Fillon. Par la suite, il se rapproche d'Emmanuel Macron et quitte Les Républicains. En 2019, nommé membre du Conseil constitutionnel sur proposition de Richard Ferrand, il quitte ses mandats électoraux. Il est élu Président de l'Institut Georges-Pompidou le 6 février 2025.

[59] **René Pleven**, né le 15 avril 1901 à Rennes (Ille-et-Vilaine) et mort le 13 janvier 1993 à Paris (Île-de-France), est un homme d'État français. Personnalité importante de la France libre pendant la guerre, il a été ensuite élu des Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes-d'Armor) jusqu'en 1973. Il fut président du Conseil et ministre sous la IVe République puis garde des Sceaux pendant la Ve République, sous la présidence de Georges Pompidou.

[60] **Roland Dumas**, né le 23 août 1922 à Limoges (Haute-Vienne) et mort le 3 juillet 2024 à Paris, est un avocat et homme politique français. Proche de François Mitterrand, il est notamment ministre des Relations extérieures de 1984 à 1986 et des Affaires étrangères de 1988 à 1993. Il préside ensuite le Conseil constitutionnel de 1995 à 2000.

régimes mis en place dans le passé. C'est ce que Jean-Pierre Cot[61] exprime, et il l'exprime au point où les relations entre Jean-Pierre et les principaux C.I. de France en Afrique noire sont possibles, et ceux-ci obtiendront de prendre des... Et, moi, je cesserai complètement de m'occuper de l'Afrique francophone. J'aurais une action en Afrique noire, sur le reste de l'Afrique, une action importante face à l'apartheid. C'est justement ce qu'on a fait par les Sud-Africains. Il y a eu une session spéciale à New York qui a lancé l'apartheid. Nous contribuerons, et de façon très importante, au règlement de l'affaire Namibienne[62]. Bons rapports avec l'Afrique de l'Est, mais je me suis plutôt occupé des zones qu'on n'aura pas obtenues. C'est un moment indispensable. Si vous voulez, faire avec Jean-Pierre Cot une modification complète de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer[63]. C'est l'une à l'autre. Non, ça, c'est vraiment le loupé.

[61] **Jean-Pierre Cot**, né le 23 octobre 1937 à Chêne-Bougeries (Suisse), est un homme politique français. Il est le fils de Pierre Cot, également homme politique et ministre. Député de 1973 à 1981, il siège à la commission des Affaires étrangères, puis à la commission des Finances. Porte-parole du groupe socialiste dans de nombreux débats, il participe notamment aux débats sur la loi Veil. En 1981, Cot entre au gouvernement de Pierre Mauroy comme ministre délégué chargé de la Coopération et du Développement. Paul Perrier lui succède au Parlement. En désaccord avec la politique africaine de la France, il démissionne en 1982. Opposé à la politique dite « du pré carré » des pays africains, il est partisan du co-développement. Il obtient un accroissement substantiel de l'aide de la France au Tiers monde. Il préside en 1981 la première Conférence des Nations unies sur les Pays les moins avancés, alors que Stéphane Hessel dirige la délégation française à la Conférence. Jean-Pierre Cot siège ensuite au Conseil exécutif de l'UNESCO. Élu député européen en 1984, il est réélu en 1989 et en 1994. Il préside la commission des budgets du Parlement européen de 1984 à 1989, puis le groupe socialiste du Parlement européen de 1989 à 1994. Il est élu vice-président de l'institution le 16 juillet 1997 en remplacement de Nicole Péry. En 2002, Jean-Pierre Cot devient juge au Tribunal international du droit de la mer jusqu'en 2020. Il a siégé à la Cour internationale de justice, en qualité de juge ad hoc, dans plusieurs affaires, ainsi que dans des tribunaux arbitraux internationaux.

[62] **L'affaire de Namibie** a présenté une importance politique évidente pour l'avenir de l'Afrique australe. Elle est née d'un imbroglio juridique que la Cour internationale de justice a tenté pendant vingt ans de démêler et elle a continué de poser de redoutables problèmes de droit jusqu'à aujourd'hui. Une solution satisfaisante a pu cependant lui être trouvée avec l'aide des Nations unies en 1990. Après avoir fourni certaines données de base concernant la Namibie, on traitera de l'affaire de 1946 à 1971, pour examiner enfin comment elle a évolué depuis cette dernière date.

https://www.ipeut.com/economie/economie-europeneana/248/laffaire-de-namibie43555.php

[63] **La Caisse centrale de la France d'outre-mer** est l'organisme monétaire français chargé de l'émission monétaire dans les colonies françaises entre 1944 et 1959. Le 2 décembre 1941, le Comité national français, gouvernement de la France libre, crée par ordonnance la Caisse centrale de la France libre. Elle est alors chargée « d'émettre des billets au porteur et des monnaies métalliques ayant force libératoire dans les territoires désignés » et sera dirigée par Alexis Julien-Laferrière. Elle émet le franc CFA en Afrique-Occidentale française et en Afrique-Équatoriale française, au Cameroun, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, puis, après leur ralliement, en Martinique, en Guadeloupe, à La Réunion, à Djibouti, à Madagascar, etc. Par l'ordonnance du 2 février 1944 et la loi du 30 avril 1946, elle change de nom et devient la Caisse centrale de la France d'outre-mer qui reprend à son compte le droit d'émission des billets. Le gouvernement lui confie par la suite des missions de développement. Elle sort une première série de billets de banque (dite « type 1943 »), dessinée par Edmund Dulac, aux valeurs de 5, 10, 20, 100 et 1 000 francs. Quelques années plus tard, elle fait imprimer une nouvelle série de billets de banque (dite « type 1947 »), des coupures de 5, 10, 20, 50, 100, 500, 1 000 et 5 000 francs. À partir de 1955, ses missions monétaires sont peu à peu supprimées. En 1958, la caisse n'émet de la monnaie que dans les trois départements d'outre-mer d'Amérique, et s'occupe de la mise en circulation du franc CFA à La Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle est renommée Caisse centrale de coopération économique. Afin de clarifier son rôle, en 1959, les missions monétaires sont confiées à l'institut d'émission des départements d'outre-mer, la caisse se consacrant à ses missions d'agence de développement. La Caisse centrale de coopération économique, héritière de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, est devenue aujourd'hui l'Agence française de développement.

Oui, parce que j'avais vraiment l'impression que vous et Jean-Pierre Cot aviez une politique très construite vis-à-vis du Tiers-Monde, vis-à-vis de l'Afrique et qu'en fait, sous la vision des événements qui était appliquée, d'où le départ de Jean-Pierre Cot.

Claude Cheysson : Et il faut revenir tout à fait au début de notre conversation d'aujourd'hui. Le président s'intéresse au sujet qui affecte la France en elle. Je pense que l'empire français est territoire, mais le reste ne… l'intérêt. L'intelligent me faisait confiance, il a accepté et, même, exprimé lui-même qu'une politique différente, une vraie politique développée, mais on a oublié qu'il est revenu aux errements passés. Cela s'est beaucoup aggravé depuis qu'on a enveloppé tant de développement dans un manteau humanitaire généreux et beaucoup moins critique du développement. C'est très sévère. L'aide humanitaire, pourquoi est-elle moindre ? Parce qu'une partie de cette aide, le produit excédentaire, puisqu'il y a des cas communs, l'annulation moratoire sur des dettes qu'elle ne fera jamais, une partie qui n'est pas *bidante*. C'est vrai qu'elle coûte, ce sont des hommes. Mais elle n'engage pas l'avenir, elle ne porte pas sur le développement. Une fois qu'on a livré cette aide, on a trouvé des vies. On n'a rien fait, le pays n'a pas progressé d'un millimètre. L'aide au développement comporte l'ouverture des marchés, les transferts de technologies, la formation sur… mixtes, conjointes, avec lesquelles on vivra, par exemple, qui viendront directement en concurrence avec les activités métropolitaines, les activités internes. C'est la clé de l'humanitaire, même si en volume, elle reprend authentiquement, mais qui n'est pas là comme je l'ai dit, une partie de l'aide humanitaire. Dis donc ! Et supposons même que ça reprend le même volume, 365 PMD, elle est instantanée. Elle n'a aucune conséquence par la suite. On pourra faire de l'aide humanitaire dans les pays d'Afrique noire, l'éternité, ça ne l'amènera aucun, je dirais même, elle sera aggravée lorsque l'aide humanitaire, estimable, et super remarquable, améliore l'état sanitaire. Par conséquent, vous avez une croissance démographique redoublée ou retriplée, une natalité tardive, aucun… des lois. Je ne dis pas du tout que Mitterrand le fait à cause de cela, mais il en a parfaitement conscience. Au moins, ça l'intéresse.

Dans le monde, sur les 21, avec la crise financière et économique, d'instaurer, c'était peut-être difficile d'avoir une... Et alors ?

Claude Cheysson : Difficile, c'est très bien. Et alors ? C'est quand même un domaine où la France a une capacité d'initiative, une capacité verbale.

Oui, mais alors là, en revanche, on bute sur le mur de l'administration, les taux d'intérêt sur le dollars en forme du système monétaire international.

Claude Cheysson : Mais, finalement, nous n'avons jamais... Si on a fait ce système monétaire, d'abord bien limité, et ils le seront tant que la Communauté ne parle que d'une voix. Mais deuxièmement, même si la réforme monétaire a été faite, ceci n'est pas suffisant pour le développement. Pour le développement, il faut leur donner les moyens humains.

Oui, déjà dans un monde à peu près stable.

Claude Cheysson : Et le débouché, l'intégration de leur propre économie dans une économie mondiale, un développement. Évidemment, nous ne le faisons nulle part. Ceci, d'ailleurs, un raisonnement parallèle, absolument le même, pourrait être fait sur l'Europe centrale et l'Europe, et à faciliter la déviation que nous connaissons actuellement. Ces pays retrouvent leur liberté. À tout prix, parler aussitôt avec eux de leurs problèmes politiques et économiques, et aussitôt leur apporter le soutien dont ils avaient besoin. C'est une garantie de sécurité, ça se traitera un jour dans le cadre de l'autre. Mais ce soutien, c'était l'ouverture de nos marchés. L'ouverture de nos marchés à leurs produits, c'est l'ouverture de nos marchés à leurs mains d'œuvre. Donc, il était beaucoup plus simple de leur dire qu'un jour, ils seront membres de la Communauté. Mais les plaintes des Polonais à notre égard, tiennent sur la Communauté : ça fait juste qu'un jour, ils seront membres de la Communauté. C'est le raisonnement parallèle : renoncer, avoir une renoncée, une *pellicoune*[64]. Ce n'est pas une très belle démonstration.

Mais les économies extérieures, ça, elles faisaient tomber tout le monde.

Claude Cheysson : On pourrait demander si un début de développement de certains de ces pays n'aurait pas été un élément d'éducation économique globale. En tout cas, ce n'est pas une responsabilité que nous avons prise. J'espère voir l'émission qu'on a enregistrée tout à l'heure avec Thierry de Montbrial[65] et Alexandre Adler[66]. Je voulais ce sujet, c'est moi plutôt qu'il ait

[64] Expression incertaine

[65] **Thierry de Montbrial**, né le 3 mars 1943 à Paris (Seine), est un économiste et géo-politologue français. Il est le président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), cercle de réflexion qu'il a fondé en 1979. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 1992. Il est aussi membre associé de nombreuses académies étrangères. Il est également le président de la World Policy Conference (WPC) qu'il a créée en 2008.

[66] **Alexandre Adler**, né le 23 septembre 1950 et mort le 18 juillet 2023 à Paris, est un journaliste français, spécialiste des relations internationales. Dès 1965, Alexandre Adler adhère à la SFIO pendant la campagne présidentielle de François Mitterrand. Après 1968, il quitte le Parti socialiste pour le PCF, dont il restera militant pendant onze ans. Il entretient également des rapports très étroits avec le Parti communiste italien à son apogée, ainsi qu'avec plusieurs de ses dirigeants dont Pietro Ingrao, Bruno Trentin, Giorgio Napolitano et, tout à la fin de sa vie, Enrico Berlinguer. Il aura été, dans ces années, professeur à l'École centrale du Parti et rédacteur en chef adjoint de la revue La Pensée. Il est le coauteur d'un ouvrage (très modérément) critique sur l'Union soviétique, *L'URSS et nous*, paru en 1978. Après la rupture de l'Union de la gauche, il démissionne du Parti communiste en février 1980. En 1984, il est recruté par le Parti socialiste pour travailler à sa commission de politique extérieure. Il rejoint, presque au même moment, le mouvement des « trans-courants » créé par François Hollande et Jean-Pierre Jouyet. Après 1988, il s'éloigne du Parti socialiste, tout en restant proche de Jean-Pierre Chevènement et de Philippe Séguin, dont il souhaite la conjonction, et est membre du club Phares et Balises de Régis Debray et Max Gallo. Il soutient, aux côtés de Philippe Séguin, la candidature de Jacques Chirac en 1995 et à nouveau en 2002. Proche de ce dernier sur un plan personnel, il n'en a pas moins pris nettement position en faveur de la politique générale de George W. Bush au Moyen-Orient. Dénonçant régulièrement « le simplisme » dont les médias et certains intellectuels français font preuve à l'égard des États-Unis, il soutient les guerres américaines en Afghanistan et en Irak de 2001 et de 2003. Il voit également dans le Pakistan un pays « en guerre avec les États-Unis » à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Il regrette, par la suite, les erreurs commises dès les débuts de l'occupation américaine. En 2004, il apporte son soutien réticent à John Kerry contre George W. Bush, saluant « le courage dont avait fait preuve ce dernier ». Il affirme cependant « ne pas croire au choc des civilisations » entre le judéo-christianisme et le monde musulman. En 2005, il soutient le « oui » au référendum sur la Constitution européenne. Il est en effet critique

fleuré. Une question posée par Séguillon[67] était : *« En quoi est-ce que la présidence de demain va pouvoir être différente ? »* Et, moi, j'ai dit : « *Il y a un grand domaine à reprendre complètement à zéro, c'est le domaine de la sécurité. Actuellement, tout notre système de sécurité est fait en fonction de la tension Est-Ouest. C'est-à-dire que la menace est complètement différente, elle est quand même devenue singulièrement moins ardente. Alors est-ce que notre appareil nucléaire n'est pas surdimensionné ? En revanche, la menace va venir incontestablement de nobles révolutions de pays du tiers-monde, etc. Nous avons là, au titre de la sécurité politique, audacieuse à faire, ce qui n'est pas intelligent de penser qu'on peut. Au niveau européen, ça crée… des sommes qui actuellement, s'engouffrent. C'est un hyper-dimensionnement de notre appareil de sécurité classique. Un deuxième porte-avions nucléaires, non ! C'est dans le détail, d'ailleurs. Je suis persuadé qu'il faudra prendre ce problème au titre de la sécurité. Il permettra d'aborder les vrais problèmes de développement. S'ils ne sont pas abordés, ne nous faisons aucune illusion. Les crises, la population, l'immigration clandestine vont nous affecter directement. C'est notre sécurité.* » Voilà ! Excusez-moi, c'est un discours banal, mais...

---

envers les altermondialistes en qui il voit des « illuminés communautaristes ». Il compare par ailleurs José Bové au dirigeant fasciste français Henri Dorgères et à Pierre Poujade. En 2008, il soutient, avec des réserves, la candidature de Barack Obama contre celle de John McCain lors de l'élection présidentielle américaine. En 2007, il appelle à voter Nicolas Sarkozy dans sa chronique éditoriale au Figaro. Il se montre sceptique quant à la création d'un État palestinien indépendant et qualifie Yasser Arafat de « dictateur arabe classique ». Il est l'un des rares intellectuels français à souhaiter la victoire de George W. Bush contre Al Gore lors de la première candidature de Bush fils à la présidence des États-Unis. En 2004, il souhaite la victoire de John Kerry face au même George W. Bush. En 2013 et 2014, il participe au devoir de mémoire en militant, notamment, pour l'entrée de Pierre Brossolette au Panthéon. Alexandre Adler, qui s'honore de l'amitié personnelle d'Henry Kissinger et qui a toujours défendu une politique d'ouverture des États-Unis et de l'Occident, tant vis-à-vis de la Russie que de la Chine actuelle, ne se situe pas sur l'essentiel dans la ligne du courant néoconservateur, bien qu'il soit l'ami personnel de Richard Perle et, plus lointainement, de Paul Wolfowitz. Il est opposé au bombardement de l'Iran, pays chiite, considérant que le principal problème est le djihadisme sunnite d'Al-Qaïda, hostile au régime de Téhéran. En avril 2011, Alexandre Adler s'est également prononcé pour le sauvetage du chef d'État syrien Bachar el-Assad qui, selon lui, « ne mérite absolument pas d'être emporté par la vague de libération du printemps arabe. »

[67] **Pierre Marie Joseph Séguillon**, dit Pierre-Luc Séguillon, parfois surnommé par ses initiales PLS, né le 13 septembre 1940 à Nancy et mort le 1er novembre 2010 au Plessis-Robinson, est un journaliste de presse écrite, de radio et de télévision français. En 1967, à Lyon, il participe à un renvoi collectif de papiers militaires pour protester contre la force de frappe nucléaire. Le *Groupe lyonnais de soutien aux « renvoyeurs » de livret militaire* devient rapidement le Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM). Ordonné prêtre en 1968, il quitte l'ordre des Prêcheurs deux ans plus tard pour se marier. De 1970 à 1983, il est reporter, rédacteur en chef adjoint, puis rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*. Militant socialiste, il a siégé au collectif de politique étrangère du Parti socialiste entre 1980 et 1983. De novembre 1980 à octobre 1983, il est le secrétaire national du Mouvement de la paix et vice-président du Conseil mondial de la paix. En 1983, il est le directeur de la revue *L'Enjeu*. En 1983, il rejoint TF1 pour diriger le service politique. En 1984, il anime l'émission hebdomadaire *Midi presse*. De 1985 à 1987, il coanime avec Anne Sinclair l'émission *Questions à domicile*. En 1987, il rejoint La Cinq pour y devenir éditorialiste et chef du service politique. Jusqu'à la disparition de la chaîne en 1992, il anime plusieurs émissions, dont la mensuelle *La preuve par Cinq* du 14 septembre 1987 au 4 janvier 1988. Le magazine bimensuel *Aparté* du 11 septembre 1989 au 17 décembre 1990. Et l'hebdomadaire *À tort et à raison* du 6 avril 1991 au 6 juin 1991. Parallèlement, de 1996 à 1997, il anime l'émission hebdomadaire *Regarde le monde* sur Canal J. De 1993 à 1994, il est éditorialiste politique quotidien sur la radio BFM et animateur de l'émission culturelle hebdomadaire *Sortie de secours* sur Paris Première. En 1994, il participe à la création de LCI, la chaîne d'information en continu du groupe TF1. Jusqu'en 2008, il est éditorialiste politique, animateur de débats et d'entretiens politiques. À partir de septembre 1996, il participe à l'émission d'interview politique dominicale *Le Grand Jury* avec RTL. Parallèlement, de 1996 à 2002, il préside le conseil de surveillance de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*. De 2003 à 2006, il anime l'émission mensuelle *J'ai aimé un cheval* sur Équidia. À partir de 2004, il assure une chronique politique mensuelle dans la revue *L'essentiel des Relations internationales*. À partir de 2008, il anime l'émission littéraire mensuelle *L'Esprit des Lettres* sur la chaîne de télévision catholique KTO. Fin décembre 2008, il quitte LCI. En 2009, il devient éditorialiste politique sur I-Télé. Il a été, par ailleurs, un « contact confidentiel » du KGB.

Et il semblait bien que l'attente était certes de dévoyer la coopération économique, mais qu'il y avait grande attente dans l'organisation de l'Europe, ce serait le stade du partenariat pour l'après. Je disais tout à l'heure, dans mon cas, le monde n'avait pas pu être un rêve dans un quartier. Mais qu'est-ce que c'est le problème ? Vous avez évoqué ce problème ?

Claude Cheysson : Non. Il ne faut plus dire qu'on serait parti beaucoup plus loin, parce qu'Alexandre Adler a commencé à partir d'une évaluation de ce que pourrait devenir la Russie : *« Je pense qu'elle est en cours de rétablissement, qu'elle va connaître de nouveau la croissance et une stabilisation. »* Il m'a étonné mais, enfin, nous ne sommes pas allés plus loin dans la discussion. Voilà ! Alors, ça expliquera mais ça n'a plus rien à voir avec notre question, que je dénonce, ce que j'appelle la politique mère.

Oui.

Claude Cheysson : Elle est malheureusement nécessaire. Bon, on n'a rien fait. La politique « sauver des nourrissons », c'est vrai qu'il faut la faire. On n'a rien fait. On n'a pas en même temps permis une politique de développement. Or, le crédit maintenant disponible pour l'incident et la fermeture de nos marchés, c'est évident. Quand on ne va pas jusqu'aux études américaines, fait que la presse parle comme l'ALENA[68] criminelle, visite un pays qui n'a pas un degré de compétitivité comme les États-Unis, à savoir le Mexique. La catastrophe au Mexique à l'heure actuelle, elle était prévisible. La Commission de Bruxelles travaille pas mal, sort un papier en ce moment, en support avec les pays du sud de la Méditerranée, en montrant le contenu d'accord GATT[69] pour ne pas rester une préférence unilatérale. Bien, ces pays ont

[68] **L'Accord de libre-échange nord-américain**, généralement désigné sous l'acronyme **ALENA** (**NAFTA** en anglais et **TLCAN** en espagnol) est l'accord instituant une zone de libre-échange entre Canada, les États-Unis et le Mexique, de 1994 à 2020. Il est par la suite remplacé par l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) le 1er juillet 2020. Traité économique ayant pour but de faciliter les échanges commerciaux entre les trois États d'Amérique du Nord, l'ALENA ne concerne finalement que deux frontières nationales communes. Il élimine la majorité des formes de barrières possibles pouvant nuire aux échanges de biens et services, de même qu'aux investissements faits entre ces derniers. Regroupant trois pays faisant partie du Groupe des vingt (G20), dont les États-Unis, première puissance mondiale, l'ALENA est une entité régionale qui tient une place importante dans l'économie mondiale. Il s'agit par ailleurs du premier accord de libre-échange signé par les États-Unis avec un pays en développement, le Mexique. En 2015, son marché de consommation rassemble alors 475 millions de personnes. Le politologue américain Earl Fry (1947-2024) considère la création de l'ALENA comme un « lent » et « laborieux » processus remontant aussi loin qu'au XVIIIe siècle, initialement conçu comme une étape vers une intégration économique nord-américaine plus poussée, avant que les attentats du 11 septembre ne conduisent à un délaissement de ces enjeux économiques par les États-Unis.

[69] **Le General Agreement on Tariffs and Trade** (**GATT**), en français, **Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce**, est signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires. Le traité entre en vigueur en janvier 1948 et le secrétariat s'installe à la Villa Bocage, à Genève, et en 1977 au Centre William-Rappard, également à Genève. Cet accord multilatéral de libre-échange est destiné à faire baisser les prix pour les consommateurs, mieux utiliser les facteurs de production et favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays détient un avantage comparatif. L'un des derniers cycles de négociations, le cycle d'Uruguay, de 1986 à 1994, clos par l'accord de Marrakech, aboutit à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

été choisi de préférence unilatérale commerciale, pour ne plus pouvoir rester à la préférence unilatérale. C'est une préférence généralisée, pareille préférence unilatérale ne peut plus exister. Donc, bien, ils tomberont dans le commun, ou bien, on ira en libre-échange. Mais c'est ça que dit le papier de la Commission, sachant bien que si nous voulons les mener vers une zone de libre-échange avec l'Europe, un délai raisonnable de 5 à 10 ans, ça comporte un effort d'investissement de leur côté considérable. Une série de leurs activités seront balayées, ce qui serait à la rigueur supportable, si nous ouvrions nos portes, en passant à ce que leurs travailleurs viennent chez nous. Ça ne va pas le faire. Il faut nous préparer à un investissement, un port qui permettra le libre-échange. Et ne pas aller au libre-échange avant.

C'est un petit problème avec l'Est. Non, mais justement, exactement !

Claude Cheysson : Oui, mais il faudrait se préparer à y aller. Et, actuellement, il est plus simple de leur dire, de toute façon, vous serez membre de la Communauté un jour, que de faire le moindre geste pour les aider à se construire l'infrastructure qui permettra le libre-échange. Mais voyez ce que les Allemands de l'Ouest ont été obligés de faire en Allemagne de l'Est, qui puissent supprimer la frontière entre les deux, et ont fait un effort colossal. Actuellement, vous avez près de 30% de chômeurs en Allemagne de l'Ouest, malgré l'effort qui a été fait, c’est à dire. Voilà ! En plus, ça n'a rien à voir avec.

Fin de l’entretien